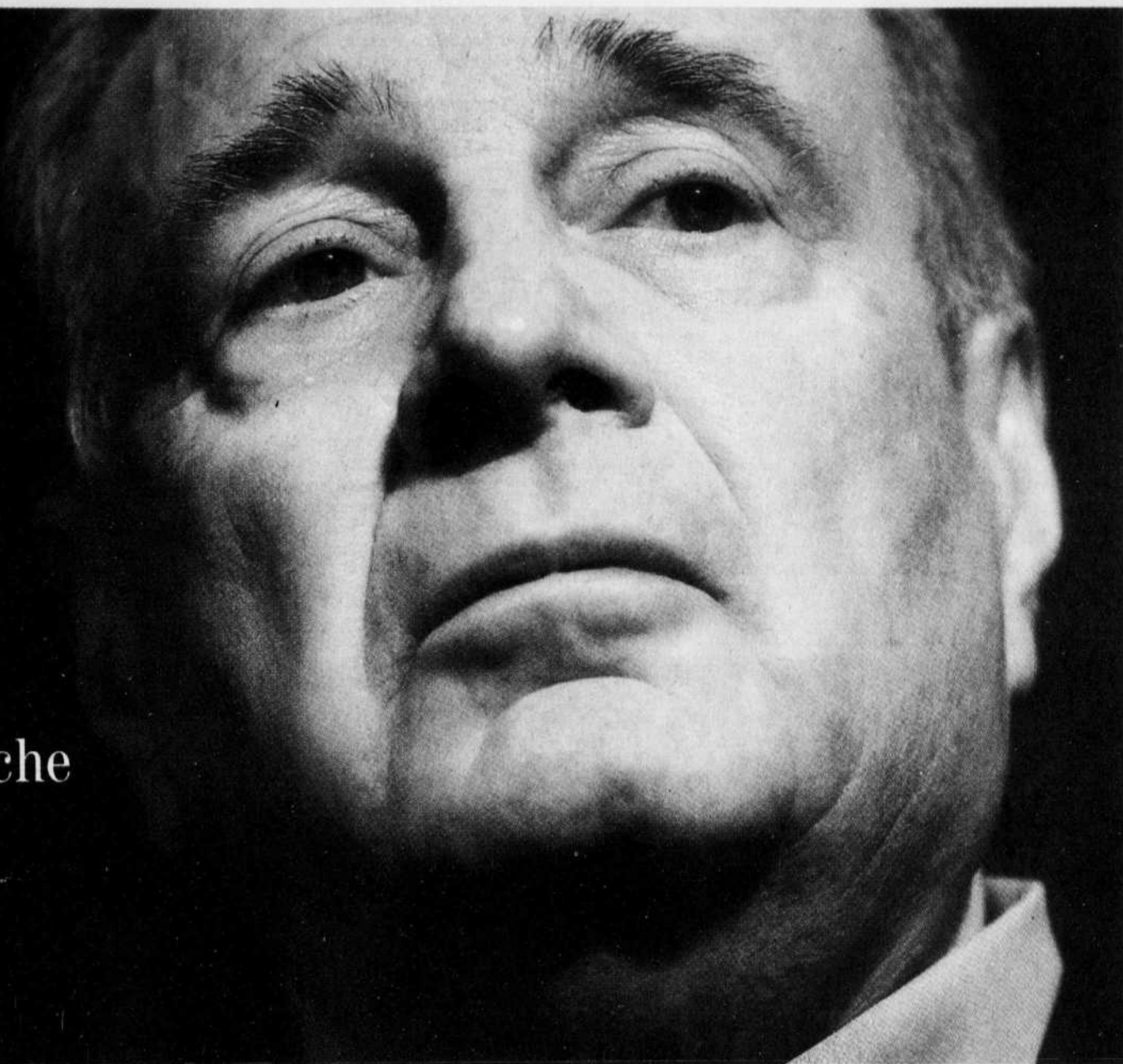


LE DEVOIR

Paul Martin règle ses comptes avec Jean Chrétien

Dans son autobiographie, l'ex-premier ministre reproche à Jean Chrétien d'être responsable des difficultés actuelles du PLC



JACQUES NADEAU ARCHIVES LE DEVOIR

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Décidément, les deux hommes se seront détestés jusqu'à la fin. Dans son autobiographie à paraître dans quelques semaines et dont *Le Devoir* a obtenu copie, l'ex-premier ministre libéral Paul Martin règle ses comptes avec ceux qui, à son avis, l'ont empêché d'avoir le règne dont il avait si longtemps rêvé. À la barre des accusés, on retrouve certes son prédécesseur et rival de toujours, Jean Chrétien, mais aussi l'ex-commissaire à la Gendarmerie royale du Canada (GRC), Giuliano Zaccardelli.

Contre vents et marées. C'est ainsi que s'intitule la version française de la copieuse biographie — 555 pages — signée Paul Martin et publiée chez Fides. Le livre n'est censé arriver dans les librairies que dans trois semaines, mais *Le Devoir* a pu en consulter la version non corrigée.

Si Paul Martin raconte son enfance, sa jeunesse, son passage à la barre de Canada Steamship Lines et son entrée en politique, il consacre plusieurs chapitres à sa course au leadership de 1990, celle, larvée,

en vue de remplacer Jean Chrétien ainsi que les deux années passées dans le siège de premier ministre. En filigrane du livre, on comprend que l'ex-premier ministre en veut à Jean Chrétien d'avoir fait primer sa rivalité sur le bien de son parti politique.

Citant les changements apportés aux règles de fi-

nancement politique ou encore la gestion du scandale des commandites comme autant de preuves, Paul Martin laisse entendre que Jean Chrétien a causé un tort irréparable à la marque de commerce libérale en voulant lui compliquer la vie à lui. La victime collatérale de cette guerre intestine, écrit-il, c'est Stéphane

Dion, nouveau capitaine du PLC. Alors que l'élection fédérale bat son plein et que le Parti libéral n'est plus que l'ombre de lui-même au Québec, ces commentaires risquent de toucher une corde sensible.

VOIR PAGE A 10: MARTIN

AFGHANISTAN

Martin s'explique à propos de la mission à Kandahar

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Dans son autobiographie *Contre vents et marées*, l'ex-premier ministre Paul Martin prend le temps de répondre aux reproches formulés à son endroit par Jean Chrétien et, pourquoi pas,

de décocher quelques flèches de son cru.

Dans cette autobiographie à paraître chez Fides dans quelques semaines, et dont *Le Devoir* a obtenu une copie non corrigée, Paul Martin s'en prend à son prédécesseur pour avoir laissé entendre que c'est à cause de son indécision chronique que le Canada

s'est retrouvé dans la région si dangereuse de Kandahar, en Afghanistan.

M. Martin rappelle que les troupes canadiennes revenaient de Kaboul. «Il aurait été impossible de déployer

VOIR PAGE A 10: KANDAHAR

■ Référendum: le ministre des Finances Paul Martin appréhendait un scénario catastrophe, page A 3



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

MONTRÉAL

Plusieurs milliers de manifestants anti-Harper

■ L'information électorale et la chronique de Manon Cornéliier, pages A 4 et A 5
 ■ L'éditorial de Bernard Descôteaux, page A 8
 ■ Lire aussi les chroniques de Paul Cauchon et de Jean-Jacques Strélski, pages B 7 et A 9

INDEX

Annonces..... B 4	Idées..... A 9
Avis publics.. B 6	Météo..... B 4
Convergence.. B 7	Monde..... B 1
Culture..... B 8	Mots croisés.. B 5
Décès..... B 4	Religions..... B 6
Économie..... B 3	Sudoku..... B 6
Éditorial..... A 8	Télévision..... B 7



MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

Le Dr Vincent Echavé photographié en compagnie d'un groupe de Casques bleus, en République démocratique du Congo.

L'ENTREVUE

Soigner en zone de guerre

Le Dr Vincent Echavé se refuse à tolérer l'inhumain

Chirurgien bardé de diplômes, le Dr Vincent Echavé pourrait se contenter de profiter de la vie. Mais le confort et l'indifférence, très peu pour lui. Engagé au sein de l'organisation Médecins sans frontières, il a pratiqué la médecine dans plusieurs des pires zones de guerre que le monde ait connues depuis 20 ans. Et il en a assez vu pour conclure que les grandes puissances détournent le plus souvent le regard devant la souffrance que subissent les populations confrontées à ces conflits.

ALEXANDRE SHIELDS

Pour résumer ce qui le pousse à exercer cet art médical qu'est la chirurgie dans des conditions extrêmes, et parfois même au péril de sa propre vie, le Dr Echavé cite *Les Frères Karamazov* de Dostoïevski: «Nous sommes tous responsables de tout et de tous de-

vant tous, et moi plus que tous les autres.» Cette responsabilité est d'autant plus incontournable, selon lui, que «nous sommes privilégiés» de pouvoir vivre loin de cette misère endémique qui frappe des millions d'êtres humains. «Mon engagement avec Médecins sans frontières me permet de réaliser mon rêve

VOIR PAGE A 10: ÉCHAVÉ

« Nous n'allons pas gagner », dit le commandant britannique en Afghanistan

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le plus haut gradé britannique en Afghanistan, le général Mark Carleton-Smith, a prévenu hier que l'opinion publique ne devrait pas espérer «une victoire militaire décisive» dans ce pays, mais seulement une réduction de l'insurrection à un niveau acceptable. Mark Carleton-Smith juge notamment impossible pour les forces occidentales de gagner la guerre contre les talibans.

Dans une interview publiée dans les pages de l'hebdomadaire britannique *Sunday Times*, Mark Carleton-Smith estime que ses soldats ont «atténué la menace des talibans pour 2008», mais qu'ils pourraient bien quitter l'Afghanistan sans y avoir maté complètement la rébellion islamiste.

«Nous n'allons pas gagner cette guerre. Il s'agit de réduire le conflit à un niveau gérable d'insurrection, qui ne soit pas

Jack Layton s'est dit «encouragé» par les mots du général Carleton-Smith

VOIR PAGE A 10: AFGHANISTAN

Toutes les musiques, un seul espace.

ESPACE MUSIQUE 100.7 FM

Radio-Canada.ca/radio

LES ACTUALITÉS

EN BREF

**Cancer du sein :
course populaire**

Plus de 170 000 personnes, selon les organisateurs, ont participé hier à la 12^e «Course à la vie CIBC», ce qui a permis d'amasser 28,5 millions de dollars. Grâce aux fonds recueillis dans le cadre de la course, la Fondation canadienne du cancer du sein pourra continuer d'appuyer une pléiade d'initiatives relatives au cancer du sein. Les fonds recueillis lors de cet événement sont directement alloués à la recherche. À Montréal, environ 15 000 personnes ont participé à la course. — *La Presse canadienne*

**Obèses et cancer de
la prostate**

Toronto — Des chercheurs de l'Université McGill, à Montréal, et de l'Université Harvard, au Massachusetts, affirment que les hommes aux prises avec un cancer de la prostate qui ont quelques kilos en trop ou sont obèses ont deux fois plus de risques de succomber à la maladie que ceux dont le poids est normal. Les spécialistes croient que les niveaux accrus d'insuline des hommes ayant un problème de poids pourraient en être la principale raison. — *La Presse canadienne*

Jeune homme blessé par balle à Montréal-Nord

Tremblay défend le travail de la policeMARCO
BÉLAIR-CIRINO

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, n'entend pas présenter ses excuses à la famille de Nashwan Abdullah, blessé par balle, samedi, par un policier du SPVM.

«Est-ce que l'usage de l'arme à feu était justifié dans les circonstances? Une enquête indépendante de la Sûreté du Québec a débuté et elle nous permettra de le savoir dans les meilleurs délais», a indiqué hier Gérald Tremblay.

Le maire de Montréal se dit satisfait du travail des policiers lors de l'arrestation de Nashwan Abdullah, 18 ans. «Quand on a une personne qui est interpellée parce qu'elle est accusée de tentative de meurtre, qu'elle résiste à son arrestation et qu'elle utilise une arme blanche... À partir de ce moment-là, les policiers doivent utiliser les moyens nécessaires», a-t-il dit. Dans les circonstances, ils ont fait un excellent travail.

Même son de cloche à la mairie d'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. «C'est un événement isolé. C'est vraiment une arrestation qui a mal tourné, a af-

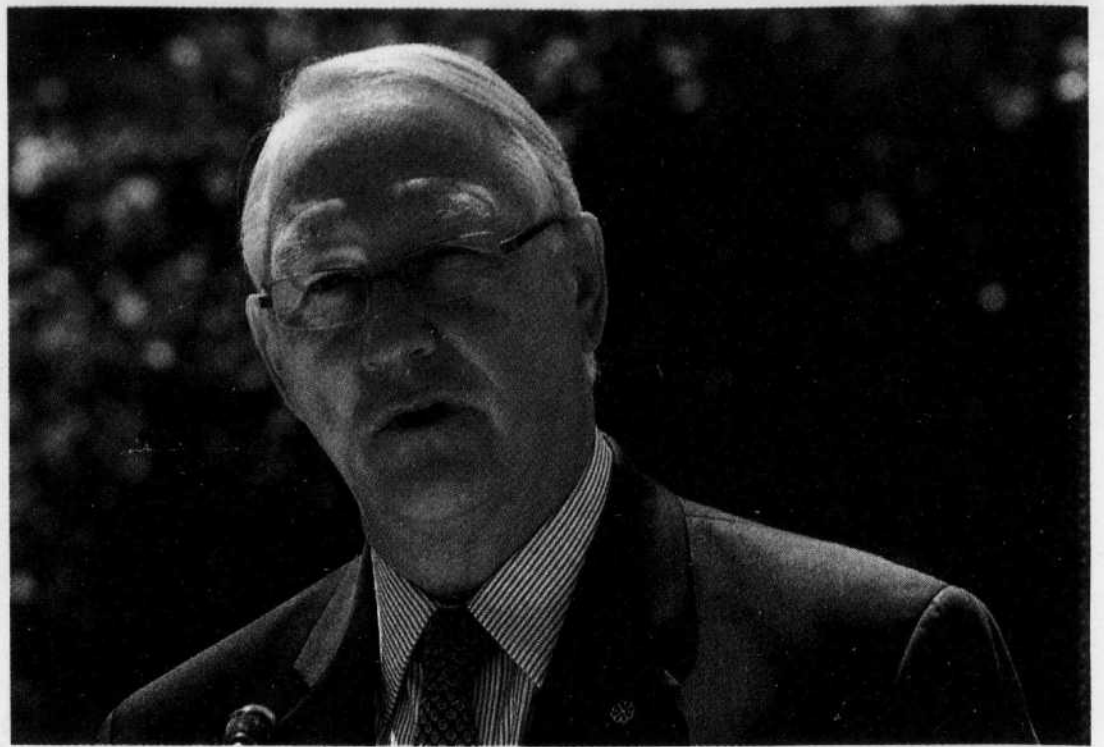
firmé la mairesse d'arrondissement, Ani Samson. Ce jeune-là était une menace à la sécurité des citoyens. Il était poursuivi pour tentative de meurtre.»

Alors que plusieurs résidents du secteur Saint-Michel craignaient toujours que des émeutes n'éclatent dans les rues — habituellement paisibles — de leur quartier, Gérald Tremblay a réitéré, hier, son appel au calme. «Il n'y a pas eu de débordements. On ne peut faire aucun rapprochement entre les incidents de Montréal-Nord et de Saint-Michel.»

Le maire de Montréal souhaite que ne soit pas occulté le travail de rapprochement avec la communauté auquel s'affairent quotidiennement les policiers de la Ville de Montréal, et tout particulièrement ceux qui travaillent dans Saint-Michel. Gérald Tremblay a rappelé que les policiers travaillent dans un contexte très difficile.

Nashwan Abdullah a été atteint d'une balle à l'abdomen à l'intersection de la rue Everett et de la 23^e avenue, samedi après-midi, après une poursuite à pied. Il aurait brandi un couteau devant les policiers.

Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, s'est dit satisfait, hier, du travail des policiers lors de l'arrestation de Nashwan Abdullah, 18 ans, blessé par balle samedi par un policier du SPVM. Le maire, photographié ici lors d'une conférence de presse antérieure, a réitéré par la même occasion un appel au calme aux résidents des quartiers Montréal-Nord et Saint-Michel.

PATRICE ROY
ET SON ÉQUIPE...
VOILÀ L'ESPRIT
DE MONTRÉAL.



TÉLÉVISION

18 H

LE TJ/MONTRÉAL

PATRICE ROY**22H**

LE TÉLÉJOURNAL

BERNARD DEROME**4 SOIRS 4 CHEFS**

CE SOIR
BERNARD REÇOIT
STÉPHANE DION
CHEF DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

PREMIÈRE DIFFUSION
DE L'ENTREVUE
À 21H SUR RDI

ACTUALITÉS

Dégustation des produits de l'Abbaye
Événement bénévole
au profit de Radio Ville-Marie
91,3 fm Montréal
Vendredi, 31 octobre 18h00
514-382-3913

Contre vents et marées

Référendum de 1995: le ministre des Finances Paul Martin appréhendait un scénario catastrophe

Devenu premier ministre, Martin dit avoir eu l'assurance de Michaëlle Jean qu'elle n'était pas souverainiste

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Octobre 1995. Le pays retient son souffle. Le Québec votera-t-il, oui ou non, pour devenir un État indépendant? À Ottawa, un certain Paul Martin tient les cordons de la bourse fédérale. Le Canada n'a pas encore retrouvé la santé financière qui fait aujourd'hui sa fierté, et l'heure est à l'inquiétude.

C'est ce que raconte Paul Martin dans son autobiographie *Contre vents et marées* à paraître aux éditions Fides dans quelques semaines, et dont *Le Devoir* a obtenu une copie non corrigée. «Nous nous préparions au pire au ministère des Finances», écrit celui qui était à l'époque le très respecté ministre des Finances.

M. Martin raconte que le sous-ministre d'alors, David Dodge, «était particulièrement inquiet au sujet d'une ruée possible sur les banques canadiennes, plusieurs étant très exposées au Québec». Le gouvernement fédéral, écrit-il, «pourrait aussi devoir organiser un consortium bancaire afin de soutenir les établissements en difficulté».

Le ministre des Finances d'alors s'inquiétait du fait que la grande part de la dette canadienne se trouvait dans des titres à court terme, «ce qui signifie que nous étions expo-

sés à une hausse très rapide des taux d'intérêt». Or, ajoute-t-il, «une grande partie de ces prêts, par pure coïncidence, venait à échéance dans les semaines suivant le référendum et devait être renouvelée. Cela signifiait que nous pourrions être contraints de refinancer un pourcentage important de notre dette au pire moment». M. Martin révèle même que les fonctionnaires craignaient que ne survienne une «crise de liquidité»; en conséquence, «le gouvernement pourrait manquer de devises autour de la mi-décembre, il se trouverait alors dans l'impossibilité de payer les fonctionnaires et de remettre leurs chèques aux aînés. C'était un scénario de catastrophe, mais il n'était pas difficile d'imaginer que les choses puissent en arriver là».

Besoin de clarté

La catastrophe ne s'est pas produite. Le Québec a finalement dit «non». Paul Martin revient toutefois sur le débat qui suivit ce scrutin, à savoir le besoin d'imposer plus de clarté en vue d'un autre référendum.

Paul Martin le dit sans détour: il était d'accord avec Jean Chrétien pour soumettre cette question à la Cour suprême du Canada. «J'estimais qu'il était inconcevable que le gouvernement péquiste puisse réaliser la séparation en

vertu d'un mandat ultramarin, à partir d'une question dont la signification précise échappait même aux avocats de droit constitutionnel. En tant que Québécois, j'étais fermement convaincu que le gouvernement du Québec n'avait aucunement le droit de détacher sa province de mon pays sur la foi d'une question imprécise et d'un mandat incertain.»

Paul Martin croyait toutefois que le Parlement aurait dû se contenter de la décision des magistrats, «beaucoup plus contraignante qu'une quelconque loi fédérale». Selon lui, la Loi sur la clarté pilotée par Stéphane Dion n'était pas nécessaire. Mais, conclut-il, «une fois que le cabinet eut pris la décision de présenter le projet de loi, je l'appuyai sans réserve».

Michaëlle Jean

Dans ce même ordre d'idées, Paul Martin se porte à la défense de celle qu'il a nommée au poste de gouverneure générale, l'ex-animatrice de télévision Michaëlle Jean. Il écrit que cette nomination a été «une des plus réussies» de son mandat et s'en dit très fier. Toutefois, à l'époque, Mme Jean a été happée par une tempête médiatique lorsque certains groupes l'ont accusée de sympathies souverainistes. On la voyait dans un documentaire levant le verre à l'indépendance des peuples. Paul Martin entend dissiper les doutes.

«Notre conversation dura près de cinq heures», écrit-il à propos de sa rencontre exploratoire avec sa future candidate. «À la fin de la journée, j'étais entièrement satisfait de son engagement envers le Canada, qui était sans équivoque: elle était persuadée que l'avenir du Québec était au sein du Canada.» Même à propos de son mari, le documentariste Jean-Daniel Lafond, Paul Martin écrit: «Il n'avait pas de penchants séparatistes.»

A son avis, les critiques ont été soulevées «par pure malice séparatiste». «Les séparatistes intransigeants tentèrent de briser l'enthousiasme que la nomination de Madame Jean avait fait naître au Québec et dans le reste du Canada.»



Michaëlle Jean et son mari, Jean-Daniel Lafond, dans les rues d'Ottawa après la cérémonie d'investiture de Mme Jean comme gouverneure générale du Canada, en septembre 2005.



Le Devoir Les partisans du Oui au Stade olympique, en octobre 1995

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

TORONTO

Une centaine de manifestants réclament le rapatriement d'Omar Khadr

Toronto — Une semaine d'action pancanadienne organisée par divers groupes de défense des droits de la personne pour exiger d'Ottawa qu'il ramène Omar Khadr au pays a donné lieu à des rassemblements, hier, à Toronto et Ottawa.

Alors que la campagne électorale fédérale bat son plein, une centaine de personnes réunies devant le consulat des États-Unis, au centre-ville, ont réclamé le rapatriement de Khadr.

Certains ont scandé des messages anti-Stephen Harper, revenant par la même occasion le retour de Khadr et le départ de M. Harper.

S'adressant à la foule, la députée néodémocrate Olivia Chow, femme du leader du NPD Jack Layton, a déclaré que l'on ne pouvait pas se fier à M. Harper pour tenir tête à l'administration de George W. Bush aux États-Unis.

Une manifestation analogue était prévue hier à Ottawa.

Omar Khadr, un citoyen cana-

dien qui avait 15 ans quand il a été arrêté par les Américains en Afghanistan, est détenu depuis six ans à la prison militaire de Guantánamo. Il est accusé de crime de guerre.

Aujourd'hui à Montréal, la Coalition pour le rapatriement d'Omar Khadr a aussi prévu un rassemblement au centre-ville, auquel devaient prendre part Béatrice Vaugrand, d'Amnistie internationale, Jaggi Singh, membre d'organismes de défense des droits, et Alexandre Trudeau, réalisateur de documentaires.

La Coalition pour le rapatriement d'Omar Khadr, dont les membres incluent Amnistie internationale, le Conseil des Canadiens, la Fédération canado-arabe et le Conseil des relations américano-islamiques, met également au défi tous les candidats à l'élection fédérale de joindre leurs voix à l'appel en vue de rapatrier Omar Khadr.

La Presse canadienne

Investiture de Lisette Lapointe

Parizeau félicite Pauline Marois d'avoir réglé la question de la date du référendum

MARIE VASTEL

L'ancien premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, a approuvé hier la chef du Parti québécois (PQ), Pauline Marois, d'avoir réglé la question de la date d'un référendum.

M. Parizeau, qui prononçait une allocution à l'occasion de l'assemblée d'investiture de sa femme, Lisette Lapointe, dans la circonscription provinciale de Crémazie, a expliqué que l'obligation de tenir un référendum au cours du premier mandat d'un gouvernement péquiste était une «mauvaise idée» que le parti traînait depuis 1976.

Il n'est pas dit qu'un gouvernement ait le temps de tenir un référendum avant le déclenchement d'une nouvelle élection. C'est en ce sens que M. Parizeau, orateur invité de la cérémonie d'investiture, a donné raison à Mme Marois d'avoir réglé, et bien réglé, la question.

Affirmant qu'il ne fait plus de politique, sinon que d'accompagner son épouse qui se représentera pour un second mandat sous les couleurs péquistes, M. Parizeau a néanmoins dénoncé que certains membres du parti aient la «sale habitude» depuis quelques années de relancer le débat sur la

question de la souveraineté à l'approche d'une élection, pour le mettre en veilleuse le temps de faire campagne afin d'amasser davantage de votes.

M. Parizeau n'a pas voulu faire de conjectures sur la possibilité d'une élection provinciale à l'automne.

L'ancien premier ministre n'a pas non plus souhaité se prononcer sur la campagne électorale fédérale qui se terminera dans quelques jours, expliquant qu'il revenait de vacances en Europe.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

La Presse canadienne Jacques Parizeau

Vous méritez bien... ce qu'il y a de mieux!

Zytco SOLAIUMS

LAVAL	LONGUEUIL	GATINEAU	OTTAWA	QUÉBEC
3155, Jules-Brilliant	848, Trans-Canada	1201, St-Joseph	1460, Ch Gyville	5237, Wilfrid-Hamel O.
514-335-2050	514-335-2050	819-778-5313	613-288-2808	418-877-1808

www.zytco.com 1-800-361-9232

J'essaie de vous éviter un procès

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

MASBOURIAN

20H

À mort la mort? Rencontre avec Céline Lafontaine, auteure de *La société post-mortelle*. Réalisation: Joanne Bertrand.

95,1 FM

Radio-Canada.ca/vousetesici

PREMIÈRE CHAÎNE

ELECTIONS FÉDÉRALES

Une question sans réponse



MANON CORNELIER

Le Parti conservateur rendra public son programme demain, un jour après la fin du vote par anticipation. Si l'on se fie à ce qu'en dit un de ses porte-parole, sous le couvert de l'anonymat, il ne faut pas s'attendre à de grandes surprises. Comme le veut son plan de campagne depuis le début, le chef conservateur, Stephen Harper, persiste à privilégier la continuité, en particulier sur le plan économique, et sa plateforme en sera le reflet.

Le PC prétend que la promesse faite en fin de semaine d'accroître de 300 millions en trois ans les fonds destinés au développement régional n'est pas une réponse tardive aux pressions exercées sur son chef dans la foulée des débats et de l'incertitude économique croissante qui prévaut au pays. Cet engagement était prévu, dit le parti.

Encore en fin de semaine, Stephen Harper s'est défendu de faire preuve d'indifférence. Il refuse, dit-il, de céder à une panique qui ne se justifie pas, panique qu'il dit voir dans les décisions des autorités américaines et le plan soumis par le chef libéral, Stéphane Dion, le jour du débat en français.

Stephen Harper est tout de même sur la sellette. Son message rassurant durant les deux débats de la semaine dernière n'a pas convaincu. Les premiers sondages montrent qu'il perd un peu de terrain, ce qui est bien mal venu à une semaine du scrutin. Ce n'est donc pas pour rien que le parti a prévu une série de publicités pour s'en prendre aux plans économiques des autres partis.

Que les conservateurs l'admettent ou non, ils ne peuvent pas ignorer qu'il est normal pour les citoyens d'attendre de leur premier ministre sortant et fort probablement prochain chef de gouvernement qu'il montre une détermination certaine à atténuer les effets d'un éventuel ralentissement économique.

S'il y a un chef qui a en main toutes les données nécessaires pour offrir une réponse mesurée, c'est lui. Or, ils l'attendent toujours. Se faire dire que le gouvernement a agi de façon préventive l'automne et l'hiver derniers en réduisant le fardeau fiscal et en annonçant des plans d'aide pour les secteurs forestier, automobile et manufacturier ne fait pas le compte, pas plus que de se faire réciter des statistiques économiques positives, même si elles sont exactes. Les gens ont les yeux rivés sur les États-Unis et leur propre avenir, leurs économies, leurs pensions, leur maison, leur emploi.

Les autres chefs ont su faire preuve jusqu'ici de plus de compassion et d'empathie que M. Harper, mais, au-delà de cela, ils offrent bien peu de chose en plus pour intervenir à court terme. Il y a bien la proposition en cinq points du chef libéral. Elle ne résoudra pas grand-chose, mais elle lui permet de se montrer au diapason des citoyens. Il s'engage à faire une évaluation rapide de la situation afin de juger si les épargnes et les pensions des gens sont suffisamment protégées et si des correctifs sont nécessaires. De plus, il promet d'accélérer ses investissements dans les infrastructures.

Cette réponse et celle des autres chefs restent limitées, car, dans le fond, aucun ne sait vraiment quoi faire à court terme. Parce que l'on ne connaît pas encore les véritables effets de la crise financière américaine sur l'économie canadienne. Ensuite, parce que tout le monde sait que le gouvernement fédéral ne peut pas compter sur une grande marge de manœuvre financière.

Le Canada, contrairement aux autres pays du G7, a l'honneur de ne pas avoir affiché de déficits depuis 1997-98, un record. Il a les reins solides pour l'instant, mais ses surplus sont minces et, si l'économie ralentit, ses revenus vont fléchir. Le risque d'un déficit serait alors réel.

Comme tous les chefs ont dit qu'il n'était pas question de retomber dans le rouge, ils ont les mains liées en cas de ralentissement de ce côté de la frontière. Pour venir en aide aux Canadiens, ils seraient tous forcés de ralentir la mise en œuvre de leurs promesses, de les mettre en veilleuse ou même de comprimer certaines dépenses pour dégager les fonds nécessaires.

Afficher un déficit pour faire face à un creux du cycle économique n'a rien d'hérétique, selon l'école de pensée économique keynésienne qui a inspiré nombre de gouvernements depuis la Grande Dépression. Selon cette école, s'endetter se défend si c'est pour relancer l'économie aux moyens de mesures ponctuelles plutôt que permanentes. Cette école n'a cependant plus la cote auprès des Canadiens qui ont lourdement payé l'incurie des gouvernements passés.

Evoquer un déficit relève aujourd'hui de l'hérésie, surtout dans la bouche d'un politicien. Celui qui se risquerait à écrire un plan à l'encre rouge signerait son arrêt de mort. Alors, dans le contexte actuel, tout le monde compte sur la solidité de l'économie canadienne et des finances publiques pour éviter le pire, M. Harper le premier. Mais les autres aussi, d'une certaine manière, car s'ils affichent la volonté de faire quelque chose à court terme, ils ne disent pas clairement comment.

Ce sera un des défis des chefs durant la dernière ligne droite de la campagne. Ce sera à qui, sans en dire trop pour ne pas se mettre dans le pétrin, pourra le mieux convaincre les Canadiens qu'il se soucie de leur sort et est déterminé à agir.

mcornellier@ledevoir.com



Jack Layton a choisi de lancer sa campagne nationale dans Gatineau, où la candidate Françoise Boivin aimerait ravir sous les couleurs néodémocrates un siège qu'elle a occupé comme libérale.

La mosaïque outaouaise

Chaque parti a des chances dans la région de la capitale

D'une région à l'autre, les batailles seront féroces au Québec entre les principaux partis politiques. D'ici au scrutin du 14 octobre, *Le Devoir* vous présente un portrait des enjeux et des forces en présence dans plusieurs régions. Aujourd'hui, l'Outaouais.

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Françoise Boivin était en train de discuter dans le cadre de porte après un débat des candidats lorsque quelqu'un l'a abordée avec un large sourire, la félicitant pour sa défense du droit à l'avortement. «Sur la question des femmes, tu as toute mon admiration.» Celle-ci lui répond alors: «Si je te disais en plus que je suis une enfant adoptée, tu comprendrais que j'arrive de loin sur cette question.»

Echange banal entre une politicienne et une sympathisante? Rien n'est moins sûr, car la femme qui venait ainsi de féliciter la candidate néodémocrate dans la circonscription de Gatineau n'était nulle autre qu'Edith Gendron... la conjointe du député bloquiste sortant et candidat dans cette même circonscription, Richard Nadeau!

Elle est comme cela, Françoise Boivin. Son franc-parler et son absence de pudeur personnelle lui attirent les sympathies. Son parti fonde beaucoup d'espoir sur elle. Jack Layton a même lancé sa campagne nationale, le 7 septembre, à ses côtés. Mais si elle devait gagner dans Gatineau, ce ne serait pas grâce à son parti, mais grâce à elle.

Françoise Boivin a été élue députée libérale à Gatineau en 2004, mais le scandale des commandites qui s'ensuivit l'emporta l'élection suivante. Le PLC n'a plus voulu d'elle pour l'actuel scrutin et elle a rejoint les rangs du parti de Jack Layton. Les sondages locaux (à prendre avec circonspection considérant les importantes marges d'erreur) la placent en seconde position, à égalité avec les candidats conservateur et libéral, loin derrière Richard Nadeau. Elle ne s'en fait pas.

«Je parlais de loin. On m'a montré les chiffres quand on m'a recrutée. Je me dis que c'est faisable parce que Thomas Mulcair avait les mêmes chiffres dans Outremont lorsqu'il a commencé. [...] C'est faisable, c'est possible.» Elle rappelle en outre qu'elle avait perdu honorablement en 2006. «Être avec le Parti libéral, c'était un boulet.»

Mme Boivin se mesure au député sortant du Bloc québécois, Richard Nadeau. Il a l'appui de beaucoup de fonctionnaires. Son épouse s'est fait connaître dans la région pour avoir mené une bataille contre son employeur, le gouvernement fédéral, qui l'empêchait d'afficher ses allégeances souverainistes en dehors des heures de bureau.

Le Bloc québécois ne peut toutefois pas dire qu'il jouit d'un appui traditionnel dans Gatineau. En 2006, il a gagné avec seulement 39 % des voix. Après tout, les fonctionnaires fédéraux, environ 15 000 en Outaouais,

se sont toujours sentis menacés sur le plan professionnel par le projet souverainiste.

«Depuis qu'on est sur la colline parlementaire, beaucoup de gens travaillent au Bloc québécois et voient que c'est du travail sérieux. Ils voient qu'on protège le fait de la langue française dans la fonction publique.» Et puis, cela permet de montrer aux Québécois de cette région qu'ils ne sont plus laissés pour compte. «Dans mon discours de victoire en 2006, j'ai dit que le mur venait de tomber. Les gens pensaient que je voulais dire entre Gatineau et Ottawa, mais ce que je voulais dire, c'est entre Gatineau et le reste du Québec.»

Leur adversaire conservateur à tous les deux, Denis Tassé, entend bien livrer bataille. Mardi dernier, par temps pluvieux, il s'est présenté au débat des candidats organisé par l'Alliance de la fonction publique. Pourtant, à l'instar de ses collègues d'un peu partout au pays qui ne se présentent à aucun événement public et encore moins des débats, il avait décliné l'invitation.

«Les gens m'appellent pour me dire que la fonction publique les appelle pour nous dire de voter pour n'importe quel parti sauf le Parti conservateur. Alors, pourquoi je me présenterais ici quand les dés sont pipés?», explique-t-il après le débat. «Je suis venu, je suis content et fier d'être venu. Je ne suis baïllonné par personne. Je n'ai peur de personne. Je suis capable d'être ici ce soir. J'ai décidé personnellement d'y être. Je vous dirai que le Parti conservateur ne sait même pas que je suis ici ce soir.»

La veille, lors du débat jumeau organisé dans la circonscription voisine de Hull-Aylmer, son collègue Paul Fréchette n'avait pas daigné se montrer. Il faut dire que, depuis que le candidat a établi un lien entre al-Qaïda et la listériose, le Parti conservateur le cache un peu. «Le gouvernement conservateur encadrera la sécurité des aliments contre al-Qaïda et le terrorisme, parce qu'on sait que les terroristes peuvent entrer toutes sortes de choses dans notre alimentation», avait-il confié au *Droit*.

Dans cette circonscription qui vote rouge depuis des lustres, le député sortant, Marcel Proulx, ne se sent pas trop menacé. Pourtant, il doit travailler un peu plus fort, car, cette fois, il fait face à un adversaire coriace du côté — une fois de plus — du NPD. Pierre Ducasse, c'est ce jeune homme qui avait ébahi les militants néodémocrates en prononçant un discours passionné pendant la course au leadership de janvier 2003. Le candidat n'avait récolté que 3,7 % des voix, mais plusieurs militants avaient dit regretter d'avoir voté par la poste avant les discours, car ils auraient assurément donné leur appui au premier tour à la recrue québécoise.

Pierre Ducasse est résolu à ne pas revivre pareille déception. «Des victoires morales, j'en ai eu assez dans ma vie», confie-t-il au *Devoir*.

Une capitale mosaïque

Depuis le dernier scrutin, la capitale fédérale est diversifiée, et la mosaïque semble vouloir se maintenir cette fois encore. Ainsi, le libéral Mauril Bélanger ne

semble pas menacé dans Ottawa-Vanier. Son collègue David McGuinty non plus dans Ottawa-Sud. Il faut dire que la famille McGuinty règne sur ce quartier de père en fils. C'est là que le frère Dalton, premier ministre ontarien, se fait d'ailleurs élire.

Les libéraux, qui espéraient reprendre Ottawa-Centre perdu en 2004 à la faveur du légendaire Ed Broadbent, ne semblent plus se faire d'illusion. M. Broadbent a depuis plié bagage et été remplacé par Paul Dewar, mais ce dernier vient peut-être de recevoir un coup de pouce de la Faucheuse.

Sa mère Marion est en effet décédée pendant la campagne électorale. Certes, il ne s'agit pas d'une bonne nouvelle, mais Mme Dewar était une icône à Ottawa. Elle a été mairesse de la ville et a été brièvement députée fédérale pour le NPD. Son décès a occupé une bonne partie de l'actualité locale pendant une semaine, et les adversaires de M. Dewar, par respect, ont même suspendu leur campagne.

«Paul Dewar allait déjà être difficile à battre, a confié la candidate verte, Jennifer Hunter. Maintenant il a, à juste titre, toute cette sympathie. [...] Si l'élection se tenait aujourd'hui, je serais incapable de battre Paul Dewar. En fait, ce serait difficile pour n'importe qui de battre la marque Dewar.»

Pour sa part, le Parti conservateur est bien déterminé à conserver Ottawa-Ouest-Nepean, occupée par le ministre John Baird. M. Baird fait face à un candidat libéral de taille, l'ex-ministre libéral David Pratt, qui tente un retour après une défaite en 2004 dans la circonscription voisine. Un sondage local effectué la semaine dernière le place toutefois loin derrière, à 30 % contre 54 % pour le conservateur. Même avec une marge d'erreur de 7 %, ces chiffres témoignent d'une tendance lourde, croit le sondeur.

Le scénario est moins tranché dans Ottawa-Orléans, une partie francophone de la ville. Là, Royal Galipeau tente de garder le fort contre Marc Godbout, qu'il avait battu de justesse (moins de 1000 voix) à la dernière élection. M. Galipeau, relativement peu connu du fait qu'il occupe des fonctions de vice-président à la Chambre des communes, mise sur la popularité de son parti. Un sondage local chez lui le place aussi en avance, mais à 48 % contre 36 %, avec une marge d'erreur de 6 %, la partie n'est pas encore gagnée.

Le Devoir

La région en chiffres

- Circonscriptions en jeu: 8
- Parti conservateur : 3
- Parti libéral : 3
- NPD : 1
- Bloc québécois : 1



LE FORUM DES CHEFS

→ www.forumdeschefs.ca

CE SOIR, AU TOUR DE GILLES DUCEPPE DE RÉPONDRE À VOS QUESTIONS!

LE DEVOIR.com
Radio-Canada.ca
L'actualité
cyberpresse.ca

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Duceppe sort l'artillerie lourde contre Harper

Le Bloc tient son plus grand rassemblement de la campagne

MARTIN OUELLET

Saint-Hyacinthe — Rétrograde, menteur, tricheur, obscurantiste, vendu au pétrole!

Stephen Harper en a pris pour son rhume au premier grand rassemblement du Bloc québécois de la campagne électorale qui a réuni 2000 militants, candidats et personnalités d'horizons divers, hier, à Saint-Hyacinthe.

Gilles Duceppe, qui se défend pourtant de mener une campagne de peur contre son adversaire conservateur, a sorti l'artillerie lourde accusant Stephen Harper d'être un individu exempt de «sens moral», un «tricheur» et un «menteur».

«Quelqu'un qui copie, on n'appelle pas ça un leader, on appelle ça un tricheur», a lancé le chef du Bloc aux partisans enthousiastes, faisant allusion aux allégations de plagiat de discours qui pèsent sur le chef du Parti conservateur.

«Vouloir se rendre en Irak, contre la volonté des Nations unies, des Québécois et des Canadiens, c'est un manque grave de sens moral», a-t-il ajouté par la suite en point de presse.

Pendant son allocution d'une trentaine de minutes, le chef du Bloc a nommé Stephen Harper à 61 reprises, à chaque fois pour lui accoler des épithètes peu flatteuses ou pour lui prêter des intentions malveillantes.

Stephen Harper «veut imposer au Québec son idéologie rétrograde et dangereuse importée des États-Unis. C'est facile à comprendre: au Québec, on ne veut pas de ça. Nous devons rejeter clairement cette idéologie venue d'ailleurs», a clamé le leader souverainiste. Pour Gilles Duceppe, le chef conservateur est prêt à «détruire l'environnement» et

«affaiblir l'économie québécoise» au profit des géants du pétrole.

«Vendu!» criaient des militants dans la salle à l'endroit de M. Harper. À leur flanc droit, les conservateurs veulent aussi faire «reculer les femmes» et «démanteler» le registre des armes à feu, a avancé Gilles Duceppe.

Pour noircir encore davantage le portrait, le chef du Bloc soupçonne Stephen Harper de vouloir imposer au Québec «le bilinguisme à la canadienne».

«Il n'y a pas si longtemps, Stephen Harper finançait les efforts de [l'avocat] Brent Tyler pour tailler en pièces la loi 101 devant les tribunaux», a rappelé le président du Bloc, qui n'a épargné aucun effort pour diaboliser son adversaire sur tous les fronts.

Tour à tour au micro, des invités et des candidats du Bloc ont ajouté leurs voix à cette séance qui prenait des allures de «bynchage» politique. L'ancien député et prêtre catholique Raymond Gravel a traité M. Harper de «sans cœur», alors que la professeure Louise Vandellac a reproché au chef conservateur son «obscurantisme» idéologique et son «négalisme» des changements climatiques.

De son côté, l'acteur Gilles Renaud s'en est pris aux compressions en culture, qui selon lui, ne feront que s'amplifier avec le temps sous la gouverne des conservateurs. Si bien que la population finira par être privée «de télévision et de cinéma» d'ici, a-t-il prédit. «Si cela ne s'appelle pas fermer la gueule à une nation, je ne sais pas comme cela s'appelle», a-t-il affirmé sous une salve d'applaudissements.

La Presse canadienne



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Plusieurs artistes ont participé hier à la manifestation organisée par une vingtaine d'organisations, de collectifs et de groupes divers.

Front anticonservateur

Plusieurs milliers de personnes manifestent à Montréal leur crainte d'un gouvernement Harper majoritaire

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Alors que Stephen Harper s'offrait une journée de congé, plus de 5000 personnes — selon les organisateurs — ont manifesté hier dans les rues de la métropole, contre les politiques conservatrices du Parti conservateur du Canada.

La vingtaine d'organisations syndicales, de groupes environnementaux, de collectifs opposés à la guerre en Afghanistan et de groupes d'artistes se sont opposés au slogan du premier ministre terre-neuvien, Danny Williams, et ont appelé les Québécois et les Canadiens à voter pour «n'importe qui sauf les conservateurs».

«Votez pour dire oui à l'environnement, oui à la culture, oui à la paix, oui aux droits des femmes, des autochtones, des enfants de 14 ans, oui à un monde un peu meilleur. Nous voulons tout simplement un gouvernement qui ne nous fasse pas honte», a lancé le comédien Emmanuel Bilodeau devant des milliers de personnes massées sur l'esplanade de la Place des arts à l'issue d'une manifestation de quelques kilomètres dans les rues du centre-ville de Montréal.

La foule était attendue par

Richard Séguin, Paul Piché, Mara Tremblay, Vincent Vallières, Alexandre Désilets et Coral Egan. Les interprètes ont prêté leur voix et leurs chansons et ont vivement dénoncé les politiques du PCC.

«Si les artistes se sont joints à ce rassemblement-là [hier], c'est bien sûr par solidarité, mais c'est aussi pour donner sa juste place à notre

«Nous voulons tout simplement un gouvernement qui ne nous fasse pas honte», a lancé le comédien Emmanuel Bilodeau

culture, à notre droit de la faire vivre, au droit de tous les citoyens de permettre aux arts d'embellir leur vie», a affirmé le président de l'Union des artistes (UDA), Raymond Legault, qui ne digère toujours pas les récentes compressions en culture. «Avoir accès aux arts et à la culture, c'est un droit fondamental.»

«À peine quelques mois de pouvoir, [à la tête] d'un gouvernement minoritaire. Nous avons tous vu ce qu'il a pu faire en matières autochtones. Imaginez ce que serait un gouvernement majoritaire de M. Harper», a pour sa

part affirmé le chef régional de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, Ghislain Picard. Le leader autochtone juge inacceptable que le Canada refuse, au même titre que les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, de ratifier la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et d'avoir décliné l'Accord de Kelowna intervenu en 2006 entre le gouvernement de Paul Martin, les gouvernements provinciaux et terri-

toriaux et les leaders autochtones. Ghislain Picard a affirmé que les Premières Nations sont «victimes de représailles» depuis qu'elles s'inscrivent en faux devant les décisions du gouvernement Harper. «On pensait avoir tout vu avec le Livre blanc de Jean Chrétien en 1969, qui suggérait littéralement l'assimilation de nos peuples. Mais non, on n'a pas tout vu: on a aujourd'hui un gouvernement qui n'a jamais été aussi colonialiste et oppressant», a affirmé Ghislain Picard.

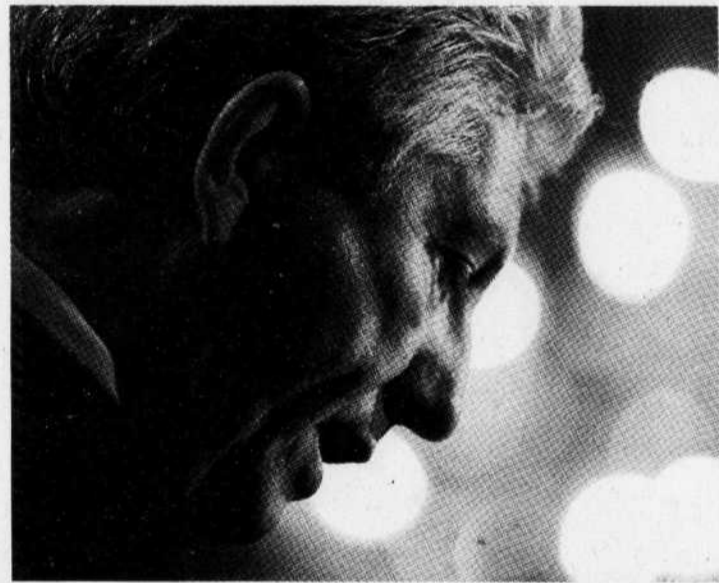
La liste des doléances de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) est aussi très longue. La

FFQ condamne notamment le gouvernement de Stephen Harper d'avoir aboli le programme national de services de garde. La FFQ s'inquiète aussi que de nouveaux projets de loi privés qui visent à restreindre le droit des femmes à l'avortement soient déposés par des députés conservateurs. Tous les députés conservateurs sauf quatre avaient voté en faveur du projet de loi C-484 sur les enfants non encore nés victimes d'actes criminels, a rappelé la FFQ.

«Si on élit un gouvernement conservateur majoritaire, on peut être certains que [le recul] va se poursuivre. Pour nous, l'État est un acteur majeur dans les gestes qu'on doit poser pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes. Or, la vision conservatrice qui est défendue par Stephen Harper, c'est moins d'État, moins de programmes sociaux», a affirmé, hier, la présidente de la FFQ, Michèle Asselin, qui appelle à battre les conservateurs.

Le chef du bloc québécois, Gilles Duceppe, a respecté le caractère non partisan de l'événement en refusant de s'adresser à la presse. Son petit-fils Émile sur ses épaules, Gilles Duceppe a écouté les chanteurs et orateurs qui se sont succédé sur la scène.

Le Devoir



MARK BLINCH REUTERS

Gilles Duceppe a mentionné le nom de Stephen Harper à 61 reprises au cours d'un discours de 30 minutes, hier.

Layton lorgne les terres libérales

Saint-Jean — Le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, a poursuivi sa campagne dans les circonscriptions libérales, hier, tentant de convaincre les partisans du Parti libéral et du Parti vert de s'unir pour appuyer son parti et vaincre les conservateurs.

«Nous devons nous assurer que nous faisons non seulement sortir le vote, mais que nous amenons de tout nouveaux électeurs qui votaient différemment dans le passé pour montrer la porte à Stephen Harper», a affirmé M. Layton, devant une dizaine de partisans réunis sur un terrain de golf de la capitale terre-neuvienne.

Alors que le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, faisait campagne dans des circonscriptions du Nunavut et du nord du Manitoba dont il espère conserver l'appui, M. Layton a fait campagne dans des circonscriptions libérales qu'il souhaite conquérir.

Le NPD n'a remporté aucun siège dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador lors des dernières élections, mais il espère effectuer une percée grâce au coup de main de Jack Harris, ancien chef du parti dans la province et candidat néodémocrate dans la circonscription de St. John-Est.

La Presse canadienne

Dion attaque le plan de militarisation de l'Arctique

Le Canada ne peut battre militairement la Russie, dit-il

PATRICE BERGERON

Iqaluit — Le chef libéral, Stéphane Dion, a taillé en pièces, hier matin, la militarisation de l'Arctique prônée par les conservateurs.

Sur la digue d'Iqaluit, au Nunavut, M. Dion a affirmé que les Canadiens ne «battront jamais» militairement les Russes, qui ont affiché avec éclat il y a quelques temps leurs prétentions dans le cercle polaire, convoité pour ses ressources naturelles.

À l'instar du chef conservateur Stephen Harper et du néodémocrate Jack Layton récemment, le leader libéral est venu courtoiser les électeurs du Nunavut, qui ont voté pour le PLC en 2006.

«Ce n'est pas une erreur d'avoir une présence militaire, mais c'est une erreur d'en faire le fer de lance principal de la politique canadienne», comme le privilégient les conservateurs, a semoncé M. Dion, sous le pâle soleil nordique, face à la ville, qui donne sur la baie de Frobisher.

«Pourquoi? Parce que si la question devient principalement militaire, comment voulez-vous qu'on appuie notre souveraineté face aux Russes et aux Américains?»

Selon lui, il faut d'abord que les Canadiens prouvent qu'ils sont les meilleurs gardiens du baromètre climatique de la planète que constitue le Grand Nord, que le Canada est le meilleur gardien du Nord. «C'est nous qui nous en occupons le mieux. [C'est la meilleure façon de s'assurer que] le monde désire que l'Arctique demeure canadien», a-t-il fait valoir.

Le leader libéral souhaite plutôt miser sur les populations locales. Il a notamment prôné la hausse du financement en alphabétisation, en construction résidentielle, en soutien aux langues autochtones, sans préciser les montants en jeu.

Aussi, il veut investir 25 millions de dollars pour rénover les ports de l'Arctique, hausser la déduction fiscale pour les résidents du Nord, remplacer la flotte d'avions de sauvetage et parachuter la cartographie des fonds marins dans la région.

Il a également assuré que le projet libéral de taxe sur le carbone ne fera pas augmenter le coût des denrées au Canada, particulièrement dans l'Arctique, où l'importation des aliments est coûteuse. Il a plaidé que les réductions d'impôts compenseront la hausse des coûts des hydrocarbures et du transport.

Enfin, il a de nouveau martelé son message contre la division du vote progressiste, en riposte aux résultats solides des néodémocrates, des verts et du Bloc québécois dans les sondages.

«Ce n'est pas suffisant de voter contre Harper, il faut le remplacer par un gouvernement progressiste», a-t-il réitéré, dans le cadre de son sprint pancanadien de trois jours qui le conduira de Moncton à Victoria.

Le 20 septembre, le chef conservateur avait promis de regrouper toutes les activités de développement du Grand Nord sous la direction d'une agence de développement régionale indépendante. Un gouvernement conservateur établirait également un «bureau satellite», sorte de guichet unique facilitant les démarches administratives, et il améliorerait le processus réglementaire pour les projets sur les ressources naturelles.

«L'importance économique et stratégique de l'Arctique s'est accrue de façon exponentielle au fil des ans, notamment en raison de la hausse de la demande mondiale pour ses ressources énergétiques et minérales, de la fonte de la calotte glaciaire et de l'augmentation de la navigation», avait déclaré M. Harper.

La Presse canadienne



Stéphane Dion



CHRIS WATTIE REUTERS

Le parti de Stephen Harper semble s'éloigner d'un gouvernement majoritaire.

Le PCC recule dans les intentions de vote

Ottawa — À moins de dix jours de l'élection fédérale, un nouveau sondage indique que la course à la tête du gouvernement n'a jamais été aussi serrée depuis le début de la campagne électorale.

Le dernier sondage La Presse canadienne-Harris Décima indique que les conservateurs du premier ministre sortant Stephen Harper ont chuté à 34 % d'appui. Le Parti conservateur du Canada (PCC) conserve une avance de 10 points sur le Parti libéral du Canada, un appui qui ne semble toutefois pas suffisant pour remporter une majorité à la Chambre des communes.

Le Nouveau Parti démocratique (NPD) suit à 20 %, le Parti vert, à 13 %, et le Bloc québécois parvient à récolter 8 % des intentions de vote au Canada.

Le sondage a été mené auprès de 1236 personnes, de mercredi à

samedi, auxquelles la question suivante a été posée: «Si une élection générale fédérale avait lieu demain, pour qui penseriez-vous voter dans votre circonscription?» La marge d'erreur pour les réponses nationales est de 2 %, 19 fois sur 20.

Au Québec, le Bloc québécois demeure en tête, à 33 %, suivi des libéraux, à 22 % des conservateurs, à 21 %, du NPD, à 12 %, et des verts, à 9 %. La marge d'erreur au Québec est cependant plus importante qu'au Canada, soit de 5,6 %.

Le président de la firme Harris-Décima, Bruce Anderson, a déclaré que les derniers résultats indiquaient que les espoirs des conservateurs de remporter une majorité au Parlement n'avaient jamais été aussi minces depuis le début de la campagne électorale, il y a un mois.

La Presse canadienne

LES ACTUALITÉS

CANADA

L'emploi devrait afficher une modeste croissance pour septembre

CRAIG WONG

Ottawa — Des spécialistes affirment que l'économie canadienne devrait afficher une modeste croissance de l'emploi pour le mois de septembre en dépit de l'agitation qui secoue les marchés financiers, mais des nuages se dessinent à l'horizon alors que les États-Unis semblent destinés à sombrer en récession.

Les statistiques sur l'emploi, que Statistique Canada doit rendre publiques vendredi, seront connues à la suite de l'évaporation de plus de 150 milliards en valeur à la Bourse de Toronto, la semaine dernière, et dans un contexte de resserrement des marchés du crédit, contraignant les entreprises à surveiller de près leurs dépenses.

De plus, le plan de sauvetage de l'industrie financière américaine de 700 milliards \$ US, signé la semaine dernière par le président George W. Bush, ne devrait pas constituer une solution immédiate à tous les problèmes.

«Le marché canadien de l'emploi n'a pas réalisé une excellente performance, cette année, et cela a été le cas parce que l'économie elle-même est déprimée», a observé Millan Mulraine, stratège de l'économie à la Banque TD, faisant remarquer que l'économie avait régressé au premier tri-

mestre et n'avait enregistré qu'un léger gain lors des trois mois suivants.

L'emploi par secteur

Les économistes estiment en moyenne que l'économie canadienne aura gagné quelque 12 500 nouveaux emplois en septembre, soit un chiffre légèrement inférieur à celui de 15 200 enregistré le mois précédent. Au cours des huit premiers mois de l'année, l'économie du pays a créé 87 000 emplois, comparativement à 221 000 lors de la même période l'an dernier.

Ces deux dernières années, plusieurs nouveaux emplois ont été créés dans le secteur des ressources telles que le pétrole et le gaz naturel, l'industrie minière et le secteur agricole de l'Ouest du pays, cela ayant permis de compenser les pertes subies par le secteur manufacturier en Ontario et au Québec.

La situation de l'emploi dans les domaines de l'éducation et de la santé a également permis d'améliorer le tableau d'ensemble.

Le taux de chômage canadien est actuellement de 6,1 %, près de son niveau le plus bas en 30 ans. Les économistes s'attendent cependant à ce qu'il passe à 6,2 % à la suite de la publication des données de septembre.

La Presse canadienne

Changements climatiques

Les écologistes redoutent une révision à la baisse du plan de l'UE

CHRISTIAN SPILLMANN

Bruxelles — Les négociations sur le plan européen de lutte contre le changement climatique entreront dans une phase cruciale demain avec des votes clés au Parlement européen, et l'inquiétude monte chez les écologistes devant l'affaiblissement du dispositif sous les pressions de l'industrie.

Les eurodéputés de la commission Environnement se préparent à un «super mardi»: une journée continue de votes dont le résultat formera la base de la position du Parlement face aux pays membres, dans la difficile partie à jouer pour tenir l'objectif d'arriver à un accord politique sur l'ensemble du plan en décembre.

L'issue de ces votes semble incertaine, car les deux grands groupes politiques du Parlement — conservateurs et socialistes — sont divisés, à l'image des pays de l'UE dont ils sont le reflet.

Les Allemands, entrés en période électorale et dont les dirigeants sont très réceptifs aux doléances du patronat, sont particulièrement sensibles aux pressions.

«Les élus conservateurs allemands, comme une partie des socialistes, cherchent à tout retarder», se sont inquiétés vendredi les écologistes du Fonds Mondial pour la Nature (WWF).

Les votes de demain porteront sur trois dispositions du plan antiréchauffement: le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour l'industrie (ETS), l'effort à mener par chacun des pays dans les secteurs non industriels et les mesures pour développer le piégeage et le stockage du CO₂.

Ces trois volets, associés à des projets de législation sur les énergies renouvelables et la réduction des émissions polluantes des voitures, forment le plan censé permettre à l'UE de réduire en 2020 ses émissions de gaz à effet de serre de 20 %, de porter à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation et de réaliser 20 % d'économies d'énergie.

Permis d'émissions

L'une des mesures-clés du plan est la mise aux enchères dès 2013 des permis d'émissions de CO₂ actuellement accordés gratuite-

ment aux industries lourdes, comme les centrales à charbon, les cimenteries, la sidérurgie et la chimie. Elle devrait rapporter 44 milliards d'euros par an aux budgets des pays européens.

Plus de 10 000 installations dans les secteurs énergétique et industriel bénéficient actuellement de quotas gratuits. Elles sont collectivement responsables de près de la moitié des émissions de CO₂, et de 40 % de celles de gaz à effet de serre de l'UE.

Le passage à des permis payants est dénoncée par les industriels, qui l'assimilent à une taxe pénalisante face à la concurrence internationale.

Jeudi dernier, les dirigeants et les syndicats des entreprises du secteur de la métallurgie ont affirmé que les objectifs de réduction des émissions de CO₂ fixés par Bruxelles étaient «impossibles à atteindre».

Ils ont appelé le Parlement européen, les pays membres et la Commission à «améliorer les propositions» sur le système d'échange.

Les lobbyistes des industriels, très actifs depuis plusieurs semaines, ont déjà marqué un point

devant la commission Industrie du Parlement: elle a prôné l'allocation d'une proportion importante de quotas gratuits et le rejet de toute pénalité pour contraindre les pays à atteindre leurs objectifs nationaux.

Les compromis en discussion entre États membres vont dans le même sens.

«Tout est négocié à la baisse. Ce qui est en train de se passer va dans la mauvaise direction», accuse le WWF. Comme Greenpeace, il accuse la présidence française de l'UE de céder aux pressions de l'industrie.

Même si les écologistes rappellent que l'UE doit rester ambitieuse pour jouer un rôle moteur lors des négociations internationales sur le climat prévues en décembre 2009 à Copenhague, ils sont conscients que la situation économique ne plaide pas pour eux.

«Il est clair que la faillite d'une banque préoccupe plus l'opinion aujourd'hui que le réchauffement du climat», a ainsi lancé le chef de la diplomatie allemande, le socialiste Frank-Walter Steinmeier.

Agence France-Presse

VANCOUVER

Un homme reconnu coupable d'incendie criminel

Vancouver — Un homme qui était accusé d'avoir allumé l'incendie qui a fait cinq morts, dont trois jeunes enfants, à East Vancouver, en Colombie-Britannique, en 2006, a été reconnu coupable de cinq meurtres au premier degré, hier.

Le jury de la Cour suprême de Colombie-Britannique, qui avait entamé ses délibérations vendredi au procès de Nathan Fry, a également déclaré ce dernier coupable de tentative de meurtre.

Fry, âgé de 20 ans, a été accusé à la suite de l'incendie survenu le 15 mai 2006. Selon la Couronne,

Fry a allumé le brasier pour se venger de Bolingo Etibako, qui était alors âgé de 16 ans, parce que celui-ci l'aurait compromis en lui attribuant deux attaques à coups de couteau, plus tôt la même année.

Bolingo, l'unique survivant de l'incendie, a sauté par une fenêtre du premier étage et a été gravement brûlé. L'incendie a tué la mère de Bolingo, Adela Etibako, âgée de 39 ans, et trois de ses enfants, Edita, Benedicta et Stéphane, âgés respectivement de 12, 9 et 8 ans, ainsi que la petite amie de Bolingo, Ashley Singh, âgée de 17 ans.

Au cours du procès, qui a duré quatre semaines, la Couronne a décrit l'opération policière élaborée conçue pour convaincre Fry qu'il était l'étoile montante d'une organisation criminelle nationale.

Dans une vidéo enregistrée par un policier en civil et diffusée en cour, Fry affirme avoir acheté le carburant dans une station d'essence, avoir brisé une vitre à la maison de Bolingo Etibako, versé l'essence et allumé les flammes à l'aide d'une torche.

Au procès, Fry a soutenu qu'il n'avait pas allumé l'incendie.

Son avocat a dit aux jurés que Fry a admis avoir allumé le feu devant les policiers en civil se faisant passer pour des criminels parce qu'il voulait vivre du crime et voulait être perçu comme un vrai dur.

Bolingo Etibako avait raconté au début du procès qu'il s'était réveillé en pleine nuit alors que la maison brûlait, qu'il avait réussi à fuir les flammes pour aller chercher du secours et que la maison a alors explosé.

La Presse canadienne

EN BREF

Débrayages d'enseignants dans les cégeps

Québec — Les 59 syndicats d'enseignants de cégeps érigeront aujourd'hui des piquets de grève devant leur collège pour exiger l'attention du gouvernement du Québec à l'égard de leurs besoins. Une lettre ouverte signée par 9000 enseignants collégiaux a été adressée

à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, afin de dénoncer ses choix d'investissements concernant les récents transferts fédéraux en éducation. Selon Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants de cégep, bien que les cégeps aient reçu un investissement de 70 millions le printemps dernier, seulement 10 % de ce montant seront alloués aux tâches connexes à l'enseignement. — La Presse canadienne

Quand on investit dans l'aluminium, ça nous revient.



RioTintoAlcan

Avec trois centres de recherche hautement spécialisés et un grand nombre de chercheurs dans les universités, le Québec fait figure de leader à l'échelle mondiale.

LES ACTUALITÉS

Les Entretiens Jacques-Cartier misent sur l'économie du savoir

Le « petit Davos » s'ouvre à Montréal et à Québec

ISABELLE PARÉ

C'est tout un bataillon d'universitaires, de scientifiques, de décideurs et même d'artistes qui convergent depuis hier vers Montréal et Québec, à l'occasion des 21^e Entretiens Jacques-Cartier, qui déploient pour la première fois une antenne dans la Vieille Capitale, 400^e anniversaire de Québec oblige.

Hier après-midi, pour marquer l'ouverture officielle de cette édition bicéphale des Entretiens, sept établissements universitaires montréalais ont procédé à la première remise commune de leur histoire de doctorats honorifiques à des chercheurs, médecins, artistes et autres personnalités de premier plan de la région Rhône-Alpes.

Inauguré par l'ex-premier ministre du Québec Pierre Marc Johnson, qui succède à l'ex-premier ministre français Raymond Barre à la présidence du conseil d'administration des Entretiens, ce congrès que l'on a surnommé le « petit Davos » franco-québécois, s'apprête à accueillir plus de 3500 universitaires, chercheurs et scientifiques d'une trentaine de pays, qui débattront d'enjeux majeurs liés tant à l'économie, à l'environnement, à la culture qu'à la science. Plus de 22 colloques distincts réuniront des experts de toute provenance qui se pencheront notamment sur la place du privé dans la santé, le vieillissement et la santé, l'avenir des musées, la sécurité routière, la gouvernance culturelle des grandes villes, la diversité à l'école et le marché du carbone.

« C'est une année exceptionnel-

le, avec 18 colloques à Montréal et quatre à Québec, et plus de 600 conférenciers venus de 118 universités et grandes écoles et 261 participants des milieux publics et privés. Il y a un lien avec le Québec, mais qui s'élargit à d'autres collectivités en Europe et en Amérique », a souligné en entrevue au *Devoir* le professeur Alain Bideau, instigateur de ces Entretiens et directeur du Centre Jacques-Cartier.

Même s'ils sont nés des ponts jetés entre Lyon et Montréal, les Entretiens Jacques-Cartier essaient depuis vers d'autres régions et s'ouvriront d'ailleurs l'an prochain à l'Asie du Sud-Est et à la Chine, avant de s'intéresser l'année d'après, à l'Afrique du Nord et à l'Amérique du Sud.

« Le multilatéralisme est pour nous une voie d'avenir », insiste Alain Bideau.

Personnalités honorées

Illustrant à merveille la concentration de matière grise qui connote ces Entretiens, sept personnalités de la région lyonnaise ont été honorées hier par les universités et les grandes écoles québécoises. Notamment par l'Université McGill, qui a octroyé un doctorat honorifique au Dr Alim-Louis Benabid, de l'Université de Grenoble, un éminent neurochirurgien qui a développé un traitement inédit de la maladie de Parkinson par la stimulation électrique profonde du cerveau.

L'UQAM a pour sa part honoré Serge Dorny, directeur général de l'Opéra de Lyon, qui s'est ouvert aux artistes du Québec en permettant notamment au



Gilles Vigneault a reçu hier le Prix des arts Jacques-Cartier des mains de Pierre Marc Johnson, président du conseil d'administration des Entretiens Jacques-Cartier, et d'Alain Bideau, instigateur de ces Entretiens et directeur du Centre Jacques-Cartier.

dramaturge Robert Lepage et au metteur en scène François Girard de signer des mises en scène astucieuses dans son institution. À titre de spécialiste mondiale de la production hydro-électrique, Maryse François-Kausa, vice-présidente R&D chez Alstom Hydro, a reçu un

doctorat honoris causa de l'ETS, tandis que Thierry Frémaux, délégué général du Festival de Cannes, était couronné du titre de docteur par l'Université Concordia. Les mêmes honneurs ont été offerts à Alain Mérieux, p.-d.g. de bioMérieux par l'École des HEC, tandis que

l'UdeM a sacré doctorante Anne Sophie Pic, gastronome et chef de La Maison Pic de Valence. Le chimiste de renom Alain Storck, directeur de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon, a quant à lui reçu un doctorat de l'École polytechnique.

Lancée sur le thème de la ri-

chesse du savoir, la cérémonie d'ouverture a été marquée par le passage du premier ministre Jean Charest, et la présence du maire de Montréal, Gérald Tremblay.

Importance des échanges

À l'heure de l'économie du savoir, Jean Charest a souligné l'importance de ces échanges. « C'est une première dans l'histoire du Québec de réunir sur une même scène sept universités qui saluent des individus exceptionnels », a-t-il déclaré. Ce dernier a d'ailleurs annoncé que le prochain Sommet de la Francophonie, qui aura lieu à Québec du 17 au 19 octobre, sera l'occasion de conclure avec la France une entente bipartite pour la reconnaissance des qualifications professionnelles de plusieurs métiers de part et d'autre de l'Atlantique, notamment pour les médecins et les ingénieurs.

Un autre accord sur la mobilité de la main-d'œuvre devrait aussi être à l'ordre du jour du prochain Sommet entre le Canada et l'Union européenne, que préside le président français Nicolas Sarkozy, qui se tiendra plus tard cet automne. « Nous avons ici une occasion unique de créer un nouveau modèle de coopération [...] qui permettra à l'économie d'être fondée sur le savoir », a dit le premier ministre.

Lauréat du Prix des arts Jacques-Cartier, le poète Gilles Vigneault, a quant à lui conclu cette cérémonie sur un ton humoristique en entonnant des chansons inédites sur les dangers de la cybercommunication et les périls de l'or bleu.

Le Devoir

Sida: des chercheurs s'activent à remettre le système immunitaire en état de marche

De nouvelles stratégies thérapeutiques devraient redonner espoir aux patients

PAULINE GRAVEL

Redonner au système immunitaire sa pleine force de frappe pourrait sûrement aider à gagner la bataille contre le VIH. Plusieurs chercheurs l'ont compris et s'appliquent à trouver des stratégies qui permettraient de remettre en bon état de marche le système immunitaire qui est totalement dérégulé, et par conséquent inefficace, chez les personnes atteintes du sida.

Lors d'un colloque sur les maladies virales persistantes organisé dans le cadre des 21^e Entretiens Jacques-Cartier qui ont lieu à Montréal, des scientifiques des quatre coins du monde sont venus faire part de leurs découvertes à ce sujet.

Ces dernières années, les chercheurs ont observé qu'au cours des trois premières semaines de l'infection au virus de l'immunodéficience acquise (VIH), les cellules T_{H17} de l'immunité — qui normalement contrôlent les bactéries et les champignons présents au niveau de la muqueuse intestinale et qui sont la cible privilégiée des VIH — sont brusquement décimées dans le système gastro-intestinal. « Cette perte est déterminante compte tenu du fait que la majorité des cellules de l'immunité de l'organisme se trouvent dans l'intestin », a souligné le Dr Daniel Douek du Vaccine Research Center au National Institute of Health (NIH) aux États-Unis.

Au cours des semaines et des mois qui suivent, alors que l'infection entre dans sa phase chronique, les chercheurs ont remarqué que le système immunitaire devenait hyperactif dans l'ensemble de l'organisme. « Lorsque l'on est infecté par un virus de la grippe, par exemple, le système immunitaire n'est activé que de façon transitoire, soit le temps nécessaire pour éliminer le virus, mais dans une infection au VIH, on assiste à une activation chronique du système immunitaire dans l'ensemble de l'organisme. Cette hyperactivité du système immunitaire prédit presque à coup sûr que l'infection progressera vers le sida », explique M. Douek.

« Le système immunitaire devient dans un tel état de frénésie qu'il se dérègle et perd le contrôle », ajoute le Dr Michael Lederman de la Case Western Reserve University à Cleveland en Ohio. « Au cours des dernières années, les chercheurs ont réalisé que cette activation du système immunitaire conduit progressivement à l'apparition de la maladie. »

Chez les singes

Une autre observation effectuée chez les singes infectés par le SIV (le simian immunodeficiency virus: l'ancêtre du VIH, pourrait-on dire), souligne le rôle déterminant de cette activation du système immunitaire. Bien qu'ils soient infectés par le SIV, les singes ne deviennent jamais malades, rappelle le Dr Douek. Au début de l'infection, une réponse immunitaire normale au virus est déclenchée, mais après deux ou trois semaines, l'activation du système immunitaire s'arrête et ne se poursuit pas durant la phase chronique de l'infection, comme cela se passe chez l'humain.

Les équipes des Dr Douek et Lederman se sont donc appliquées à comprendre l'origine de cette activation du système immunitaire et à voir si elle était associée d'une fa-

çon ou d'une autre au problème identifié au niveau de l'intestin. « Nous savons que les dommages encourus par le système immunitaire

Bien qu'ils soient infectés par le SIV (l'ancêtre du VIH), les singes ne deviennent jamais malades, rappelle le Dr Douek

au niveau de l'intestin au cours des premières semaines de l'infection s'accompagnent aussi de dommages structuraux de la membrane de l'intestin. Il avait même été rapporté dès les premières descriptions de l'infection dans les années 1980 que les personnes infectées par le virus souffraient de diarrhée », indique le Dr Douek.

Plusieurs chercheurs ont aujourd'hui confirmé que l'intestin est devenu plus perméable qu'il ne le devrait. Normalement, l'intestin est bordé d'une membrane très étanche qui empêche les tonnes de bactéries qui sont présentes à l'intérieur de l'intestin de pénétrer dans le reste de l'organisme. Or chez les personnes infectées, cette barrière est brisée. Et le confirme le fait que les Dr Douek et Lederman ont mesuré dans le sang de personnes infectées certains composés appartenant à des bactéries intestinales. « Nous avons maintenant la preuve que ces composés provoquent l'activation du système immunitaire, ou

du moins y contribuent. Nous croyons plus que jamais que l'activation du système immunitaire résulte de cette plus grande perméabilité de la membrane intestinale qui laisse échapper des bactéries vers la circulation sanguine, où elles stimuleront le système immunitaire », résume le Dr Douek.

« Nous pensons que si nous pouvons bloquer les voies qui mènent à l'activation du système immunitaire, ce serait une façon de traiter le sida et d'améliorer le fonctionnement du système immunitaire. Nous voulons rendre les personnes infectées comme les singes qui, même s'ils sont infectés par le SIV, n'en sont pas affectés; chez eux, le virus se réplique très bien, mais ils ne provoquent pas d'activation anormale du système immunitaire, ni conséquemment de déficit immunitaire », indique le Dr Lederman.

Les Dr Lederman et Douek testent actuellement des anticorps dirigés contre les particules bactériennes qui ont migré de l'intestin vers la circulation sanguine et qui vraisemblablement entretiennent l'activation du système immunitaire. Ils éprouvent aussi l'efficacité de l'hydroxychloroquine, un médicament employé dans le traitement du paludisme et des maladies auto-immunes, qui est reconnu pour freiner l'activation du système immunitaire. Ils prévoient également expérimenter d'autres médicaments anti-inflammatoires.

Ces nouvelles stratégies thérapeutiques devraient redonner espoir aux patients, chez lesquels la réplication du virus est bloquée par les antiviraux mais dont le système immunitaire ne va toujours pas mieux.

Le Devoir

VEUILLEZ DÉCOUPER ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÈS AUJOURD'HUI

Offrez un repas complet d'Action de grâce! 2,48\$



Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus. Mission Bon Accueil est un organisme de bienfaisance : NE 10819 5215 RR0001

L'Action de grâce est un moment privilégié de se réunir en famille autour d'un bon repas. Mais pour des milliers de montréalais de milieux défavorisés ou en situation d'itinérance, la réalité de la vie n'a rien de joyeux. Les moments de festivités comme l'Action de grâce ne font qu'amplifier leur sentiment de manque, de solitude et d'insuffisance.

Faites une action de grâce! Associez-vous aux efforts de Mission Bon Accueil afin de redonner la dignité et de rallumer la flamme de l'espoir de ces personnes qui en ont tellement besoin.

Pour aussi peu que 2,48\$, vous pouvez procurer un repas à une personne qui souffre de la faim ici à Montréal. Pour seulement 24,80\$, c'est à 10 personnes que vous offrez un repas d'Action de grâce!

Parce que donner, ça fait du bien!

24,80\$ pour aider 10 personnes

124\$ pour aider 50 personnes

62\$ pour aider 25 personnes

248\$ pour aider 100 personnes

_____ \$ pour aider autant de personnes possible

Veillez débiter ma carte de crédit Visa MasterCard American Express

NO DE LA CARTE

DATE D'EXPIRATION

SIGNATURE

Donnez en ligne au www.missionbonaccueil.com ou composez le (514) 523-5288

NOM EN LETTRES MOULÉES

()

COURRIEL

TÉLÉPHONE

ADRESSE

VILLE

PROVINCE

CODE POSTAL

Libellez et envoyez votre chèque à :



MISSION
Bon Accueil

Mission Bon Accueil
606, rue de Courcelle
Dépt. 403304
Montréal, QC
H4C 3L5

NOTRE 117^e ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS

ÉDITORIAL

PARTI CONSERVATEUR

Des engagements minimalistes

Le premier ministre Stephen Harper a changé de discours depuis le début de la campagne électorale. Lui qui qualifiait d'improbable l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire reconnaît maintenant la chose possible et il souhaite ouvertement obtenir une majorité. Devant cela, il faut se demander ce que ferait son gouvernement pendant quatre ans.

La façon dont Stephen Harper mène cette campagne contraste fortement avec celle employée à l'élection de 2006. Il martelait alors le slogan «*Changeons pour vrai*» décliné en six thèmes: la responsabilisation, les possibilités, la sécurité, la famille, les communautés et le Canada. Son programme publié rapidement dans la première partie de la campagne se voulait la feuille de route de son éventuel gouvernement laquelle, on l'aura vu par la suite, fut suivie presque à la lettre et plutôt prestement.

Cette année, le chef conservateur agit à l'inverse. Son slogan, «*Harper leadership 08*», en fait le centre de la campagne, comme si sa personne tenait lieu de programme. Car de programme véritable, il n'y en a pas pour l'instant, sinon une vingtaine de communiqués de presse résumant autant des promesses faites au fil des jours.

Que trouve-t-on dans ces promesses? De tout pour tous! D'abord «*un vrai plan pour l'économie*», lequel se résume à une approche non interventionniste de l'État. Puis un petit ceci et un petit cela pour les personnes âgées (augmentation de 1000 \$ de la déduction d'impôt en raison de l'âge), pour les familles (un crédit d'impôt pour les activités artistiques et des prestations de maternité pour les travailleuses indépendantes), pour la «*nation québécoise*» (la garantie de trois commissaires québécois au CRTIC) et ainsi de suite. Suite dans laquelle se trouve entre autres choses le renforcement de la Loi sur les jeunes contrevenants.

Tous ces engagements visent à gagner l'appui de segments de l'électorat minutieusement ciblés. Leurs votes, ajoutés à la base traditionnelle de droite du Parti conservateur, rendront possible une majorité. Observons aussi que ces mesures sont toutes peu coûteuses et faciles à mettre en œuvre. La très grande majorité pourraient être inscrites au budget de l'hiver prochain. Quant aux mesures législatives, elles pourraient être adoptées sans coup férir en quelques mois par des conservateurs majoritaires. En un an tout au plus, tous leurs engagements auraient été remplis.

Cela étant, il faut se demander à quoi un gouvernement conservateur majoritaire se consacrerait durant les trois autres années de son mandat. Voudra-t-il s'engager dans de grands bouleversements inspirés du Reform Party? Il y a des sujets que le premier ministre assure ne pas vouloir toucher, comme l'avortement. Mais il y a bien des choses qu'il pourra être tenté de faire. Aurait-il la légitimité d'entreprendre des réformes majeures, comme ouvrir le secteur névralgique des communications à la propriété étrangère ou encore privatiser une partie de Radio-Canada s'il n'a pas au préalable déclaré ses intentions? Beaucoup de Canadiens se lèveraient pour lui dire «*je n'ai pas voté pour ça*».

Notre système parlementaire donne toute liberté à un gouvernement légitimement élu d'adopter les lois qui lui semblent bonnes. Stephen Harper donnerait-il libre cours à l'aile ultra du Parti conservateur ou voudrait-il donner plutôt une orientation modérément conservatrice à son gouvernement? Dans l'état actuel du débat électoral, on ne sait pas. Pressé par les partis d'opposition, il nous promet la publication demain d'un programme et d'engagements plus précis en économie. Si le tout doit être une synthèse des engagements minimalistes pris ces quatre dernières semaines, cela ne nous en dira pas plus sur la véritable feuille de route d'un gouvernement conservateur majoritaire. Il ne reste plus que quelques jours à M. Harper pour ouvrir son jeu. Il se doit d'être transparent.

DISCRIMINATION

Coup de fourchette

La Commission des droits de la personne a tranché: le cas du jeune Philippin mis à l'écart à l'école pour des manières de table inconvenantes n'a rien d'une manifestation raciste, mais relève entièrement d'un problème de comportement.

En avançant qu'elle ne dispose pas de preuves suffisantes pour évoquer la discrimination sur la base de l'origine ethnique, la Commission retient donc que cette «*affaire*», qui avait enflammé la région montréalaise au printemps 2006, en pleine tempête des accommodements raisonnables, ne tient en fait qu'à la plus courante des histoires d'école: un enfant turbulent qui dérange et que l'on sanctionne gentiment.

Luc, 7 ans, utilisait simultanément cuiller et fourchette pour se nourrir, s'empiffrant au grand dam de son éducatrice, qui le réprimanda. L'affaire en devint une lorsque le comportement de «*clown*» du jeune Philippin passa subrepticement d'une sanction pour manquement aux règles de bienséance à la condamnation d'une pratique ethnoculturelle, les Philippins se nourrissant ainsi, avec les deux ustensiles.

Quiconque s'est approché de la faune scolaire un tant soit peu sait à quel point l'heure du dîner revêt des allures de tohu-bohu si une infinité de règles — et parfois trop! — n'encadre pas la gestion des repas. On a vu des services de garde imposer le silence pendant le repas, dicter le moment de boire par rapport à celui de manger. Doit-on s'étonner que l'on interdise les plaisanteries grossières à table afin d'éviter la débandade généralisée?

Hélas! Un de ces débordements qui meublent le quotidien d'un service scolaire a soudainement pris les allures d'un dénigrement raciste lorsqu'il a lieu de condamner le comportement inacceptable d'un enfant pour ce qu'il était, on a glissé dangereusement dans les allusions discriminatoires. La Commission a rejeté l'essentiel de la plainte, mais elle note au passage, et ce n'est pas anodin, qu'une demande déplacée de l'éducatrice — «*dans ton pays, se lave-t-on les mains avant de manger?*» — renvoie à un motif de discrimination prohibé par la Charte, en l'occurrence l'origine ethnique et nationale.

Cette impasse vécue à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoy ne reposait en rien sur un réel accommodement raisonnable. Mais elle nous renvoie à quelques malaises et à une crise des perceptions pas si lointaine. Bien que l'école ait été présentée comme un des terrains où l'accommodement se pratique le plus aisément et sans fanfare juridique, elle n'échappe pas au risque de dérapage sur des perceptions que l'on prend injustement pour la réalité.

Cette commission scolaire sort-elle grandie de ce nouvel épisode? L'information, la pédagogie, les outils de communication, tout cela est indispensable pour éviter qu'un insipide trouble de comportement ne devienne une affaire nationale.

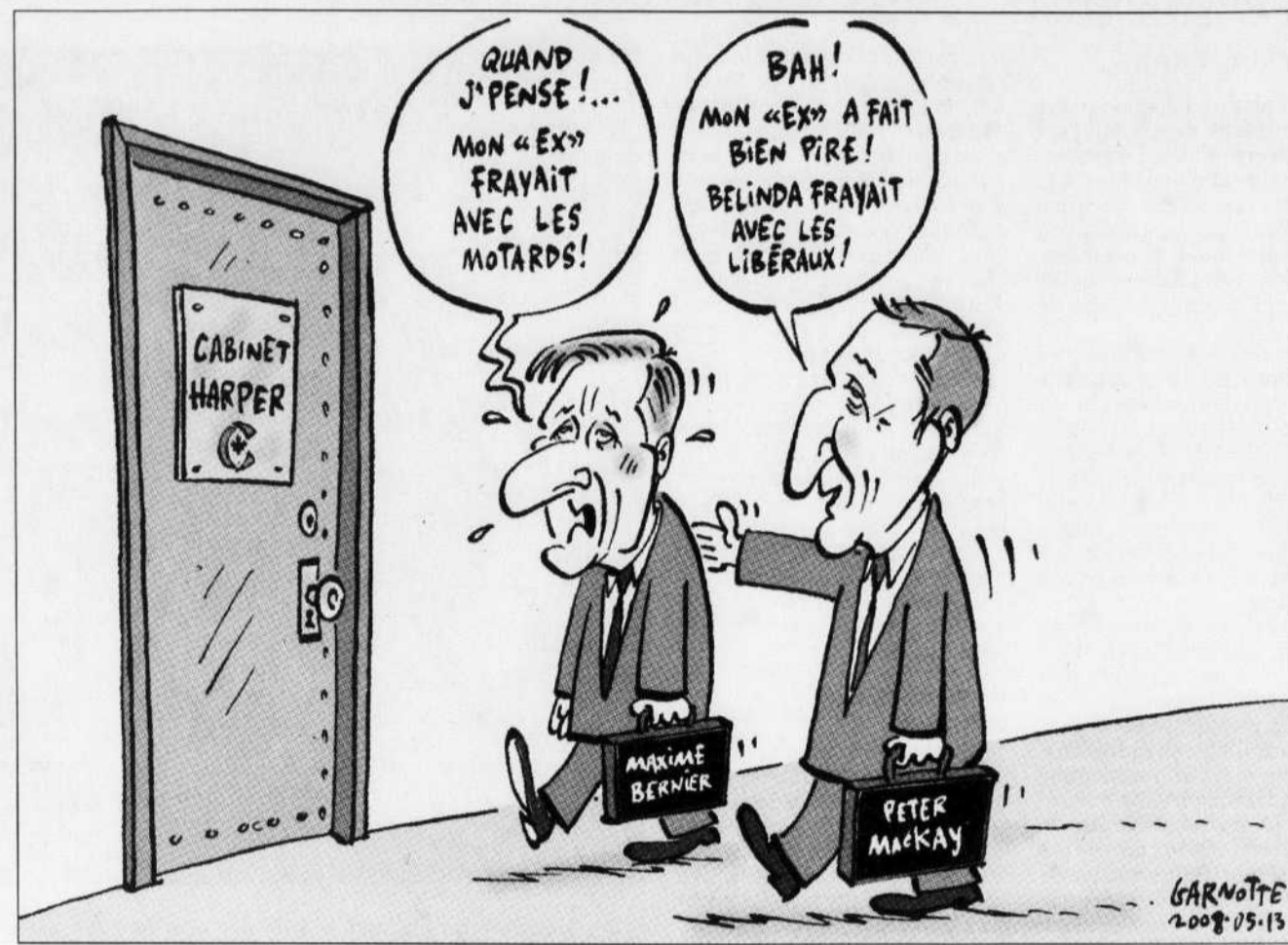


MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



GARNOTHE
 2008-05-13

REPRISE

LETTRES

Des idées pour le gouvernement Charest

Il semblerait qu'il manque des idées au gouvernement libéral de Jean Charest et au Conseil du patronat pour la francisation des entreprises pour la réunion du 10 octobre prochain; eh bien, en voici:

■ Toute raison sociale au Québec doit être en français ou francisée. Si Bureau en gros, La Source, etc., peuvent le faire, tout le monde peut le faire. Si le droit international s'oppose à cela, eh bien, on passera à côté du droit international.

■ Tout affichage intérieur et extérieur doit être en français seulement.

■ Tout reçu ou compte, facture (exemple: compte de taxes, facture d'Hydro, relevé de carte de crédit, etc.) au Québec doit être en français seulement. Ou, si le client le demande, il pourra être bilingue avec prédominance du français. Rien en anglais seulement.

■ Tout formulaire à remplir (par exemple une demande d'emploi, tout formulaire gouvernemental, etc.) doit être en français seulement. Si le client le demande, le formulaire pourra être bilingue, mais avec prédominance du français. Rien en anglais seulement.

■ Tout client doit être abordé en français seulement par un employé. Les «*Bonjour-Hi*» ou les «*Hi tout court*» doivent cesser. On aborde tout le monde avec un «*bonjour*» et on lui parle en français en premier. Si le client insiste pour parler anglais, c'est «OK». Mais il est important que si le client parle français avec un fort accent, de ne pas lui parler en anglais. Si le client accepte de parler français, on doit continuer en français.

■ Tout message téléphonique doit être en français seulement. Après que le message en français est complètement fini, le client aura l'option de le réécouter en anglais. Mais le client n'aura jamais l'option de passer à l'anglais avant que le message en français ne soit complètement fini.

■ La musique d'ambiance à la radio doit être sur un poste en français. Aucun poste de radio ou enregistrement en anglais comme ambiance sur le lieu de travail.

■ Les postes de radio anglophones qui sont littéralement antifrancophones, comme CJAD, doivent être fermés. Toute communication au Québec doit promouvoir la langue française. Même

un poste de radio anglophone doit promouvoir la langue française.

Jacques Lafond
 1^{er} octobre 2008

Réfection des infrastructures: mise au point

Ces jours-ci, l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ) véhicule deux messages quant à la gestion des ponts et viaducs au Québec. Elle constate d'abord que des améliorations importantes ont été apportées au budget alloué à la réfection de ces ouvrages. Le gouvernement a enfin répondu aux demandes répétées de ses ingénieurs d'accorder les sommes nécessaires pour ces travaux. Dommage qu'il ait fallu des morts pour corriger le tir.

Dans un deuxième temps, l'Association dénonce le manque de techniciens et d'ingénieurs au ministère des Transports (MTQ). Ce manque de ressources fait en sorte que les ingénieurs ne sont plus en mesure d'assurer un niveau de sécurité acceptable. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'enveloppe budgétaire consacrée à la réfection du parc des structures est passée de 170 millions à 840 millions de dollars en quatre ans. Le nombre de structures sous la responsabilité de ces ingénieurs a doublé, passant de 5000 à 9500 structures (transfert des ponts municipaux). Une structure sur deux est en mauvais état. Et pour faire face à ce nouveau défi, l'effectif «*ingénieurs*» du MTQ est demeuré, à peu de choses près, le même depuis ces changements.

Certains ont laissé entendre qu'il s'agissait d'un message syndical, corporatiste, qui ne servait que l'intérêt des membres de l'Association. Mais qui d'autre que l'organisation qui représente ceux qui, quotidiennement, sont confrontés aux problèmes d'un parc de structures vieillissant dont 5000 doivent être réparées, peut en informer la population?

M. Pierre Marc Johnson est d'avis qu'il revient à l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) de déterminer s'il y a suffisamment d'ingénieurs sur

les chantiers du MTQ. Suivant son raisonnement, il reviendrait à l'OIQ de s'assurer que les Bombardier, Alcan, Bell Helicopter et autres embauchent suffisamment d'ingénieurs. Comme ancien ministre de la Justice, M. Johnson sait très bien qu'il n'en est rien. Pour assurer la sécurité du public, l'Ordre, notamment, poursuit ceux qui se prétendent faussement ingénieurs ou encore poursuit des ingénieurs comme il l'a fait à la suite de l'effondrement du viaduc du Souvenir.

Par ses interventions, l'Association ne vise pas à condamner les autorités administratives du MTQ, mais plutôt à inciter le gouvernement Charest à lui donner les moyens de remplir adéquatement sa mission. Au fait, le ministre des Transports n'affirmerait-elle pas le 18 avril dernier qu'elle avait besoin de 200 ingénieurs de plus en structures? Présentement, on en compte environ 100 dans ce domaine au MTQ.

Michel Gagnon, ing.
 Président, Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ)
 2 octobre 2008

Franquelin et non Franklin

Le journal *Le Devoir* écrit, dans sa livraison du 1^{er} octobre, la «*rivière Franklin au nord de Baie-Comeau*». Or ce cours d'eau porte officiellement le nom de rivière Franquelin. Cette dernière prit le même nom que le canton de Franquelin, proclamé en 1911, ainsi que la municipalité de ce nom, érigée en ce lieu, en 1972.

Ces toponymes rappellent le souvenir de Jean-Baptiste-Louis Franquelin (v. 1651- après 1712). Arrivé en Nouvelle-France en 1671, il commença ses travaux de cartographie dès 1674, à la demande du gouverneur Frontenac.

Le dictionnaire *Noms et Lieux du Québec*, publié par la Commission de toponymie du Québec en 2006, écrit notamment, à la rubrique Franquelin, page 227: «*les habitants de langue anglaise transposaient tout naturellement Franquelin en Franklin, incités en ce sens par l'établissement, vers 1920, de la Franklin Lumber Company à cet endroit*».

Jean Poirier, toponymiste
 1^{er} octobre 2008

LIBRE OPINION

Le Bloc, atypique mais indispensable

PIERRE VADEBONCEUR
 Essayiste

Après un demi-siècle de révolution tranquille, suivi de l'étrange recul qui s'est produit avec la montée du Parti conservateur et les succès provisoires de l'ADQ, nous voici encore aux prises avec la réaction tous azimuts.

Les bavardages entendus récemment à propos de la prétendue non-pertinence du Bloc sont aussi spécieux qu'irréalistes. Le Bloc, de toute façon, fait éminemment partie du système de défense du Québec. Avec le PQ, il est à la pointe de ce système. Mais il y a plus.

Libéraux et conservateurs ne cherchent qu'à enlever cet obstacle de leur chemin, pour cette raison mais également pour une autre, encore plus large. C'est que le Bloc, à cause de sa position particulière, pratique une critique politique libre. Celle-ci ne se limite pas à la question constitutionnelle. Ce parti est redoutable à d'autres points de vue, et il l'a prouvé. L'histoire des commandites ne fut qu'un exemple de son action indépendante. Les vieux partis voudraient avoir les coudées franches et ne plus devoir compter avec le Bloc, qui est un parti de masse et bien implanté.

Formation essentielle

Le nationalisme souverainiste est une force critique toujours à l'affût des menées des partis réactionnaires, et ce n'est pas uniquement à propos de l'indépendance. Le Bloc est dans la place. S'en débarrasser est le vœu de ses deux gros adversaires.

Quant à nous, il n'est pas question de laisser

ser tomber cette formation essentielle, atypique, fonctionnelle, irremplaçable, seule capable d'entraver, sur le terrain électoral et dans l'enceinte parlementaire, le chemin des grands partis, hostiles au souverainisme et à d'autres intérêts populaires.

La position curieuse et inédite du Bloc sur l'échiquier, une vraie énigme pour la Réaction, dérange. Il fausse la donne des vieux conformismes partisans, il les détraque.

Le fait d'avoir le Bloc aux avant-postes de la politique fédérale est une chance considérable. Il est à l'intérieur de la machine. Il en actionne, pour sa part, comme il l'entend les mécanismes. Cet avantage n'avait jamais existé. Les deux grands partis avaient jusque-là, à Ottawa même, au Parlement et donc aux élections fédérales, le moyen de déjouer le Québec à tour de rôle, sans adversaire directement présent et capable de compliquer leur jeu.

Redouter la majorité

Le souverainisme introduit une dynamique qui allait enfin troubler ce jeu de dupes, au cœur même de la partie. Déjà, il déstabilisait le pouvoir fédéral. Il fit un grand pas de plus en l'investissant sur son terrain. Il ne faut pas perdre ce moyen et abandonner cette position. Et cela ne concerne pas seulement nos intérêts d'ordre constitutionnel.

Voici un exemple assez étonnant à remarquer. L'un des effets singuliers et nouveaux de la situation créée par l'insolite présence du Bloc au Parlement fut de mettre en lumière les avantages d'avoir là-bas en face de soi un gouvernement mi-

noritaire. L'opposition est alors en mesure de lui tenir la bride et d'infléchir sa politique. Cette notion s'est répandue dans la population. Une bonne partie du public, au provincial d'ailleurs comme au fédéral, redoute maintenant le pouvoir des gouvernements majoritaires, car ils sont sans contrôle. Un gouvernement minoritaire peut moins qu'un autre abuser des situations et pratiquer l'arbitraire. Surtout s'il s'agit de Stephen Harper, il est important de savoir cela.

La clef

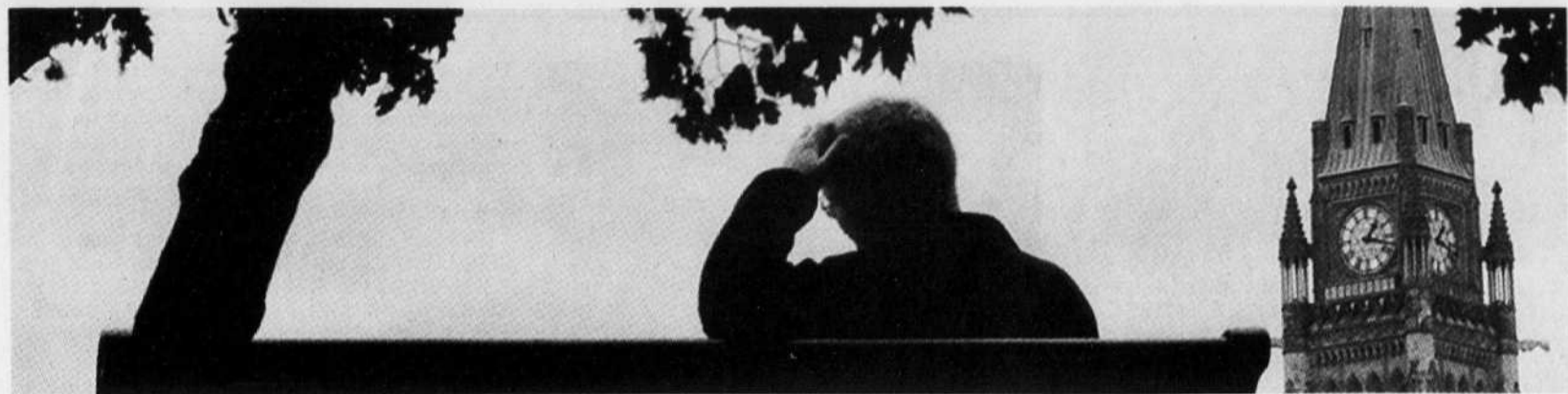
Aux élections fédérales toutes prochaines, l'enjeu, très clair, sera donc la marge qui sépare encore les conservateurs d'un pouvoir majoritaire.

Le Bloc, depuis sa remontée récente, est seul capable de compromettre la majorité conservatrice. Cinq ou six comtés, paraît-il, sont en jeu à ce propos. D'où l'importance capitale de ce parti indépendant, que certains prétendent marginal, mais qui est en réalité majeur. Le Bloc, par sa situation, permet un mode de fonctionnement nouveau de la démocratie. Ce dernier est d'une pertinence indiscutable dans la conjoncture actuelle.

Une opposition majoritaire, par la conjugaison ponctuelle des différents partis faisant face au gouvernement conservateur, peut exercer une pression constante sur un pouvoir réactionnaire que, dans le cas, l'on considère à juste titre comme dangereux. Cela, la population commence en effet à le comprendre. La clef, sous ce rapport, c'est le Bloc. La partie se joue ici, au Québec. Sans le Bloc, rien de tel n'est possible.

Le Bloc ne serait pas «*pertinent*»? Vraiment?

IDÉES



JIM YOUNG REUTERS

Où en est le fédéralisme d'ouverture?

RÉJEAN PELLETIER

Professeur au département de science politique de l'Université Laval

Lors de la précédente campagne électorale, le chef conservateur, Stephen Harper, avait promis un «fédéralisme d'ouverture» et de plus grande collaboration avec les provinces, plus particulièrement avec le Québec, à l'occasion d'un discours prononcé à Québec même en décembre 2005. Il s'était alors engagé à régler le déséquilibre fiscal entre le fédéral et les provinces, à respecter les compétences provinciales et à mieux encadrer le pouvoir fédéral de dépenser dans des champs de compétences exclusives des provinces, à accorder une place au Québec à l'UNESCO.

Ce discours a été bien accueilli au Québec à un point tel qu'il fut considéré comme un événement marquant de cette campagne électorale qui a permis au Parti conservateur de faire des gains sur la scène québécoise et, surtout, dans la grande région de Québec.

Unité nationale

L'idée d'une «ouverture» du gouvernement central à l'endroit des provinces ne pouvait apparaître que comme un vent nouveau et vivifiant sur les relations fédérales-provinciales par opposition au contexte de confrontation et de rapports hiérarchiques qui avait prévalu durant la décennie précédente. Pour le Québec, en particulier, cette ouverture indiquait une voie nouvelle totalement différente de celle adoptée par le gouvernement libéral de Jean Chrétien qui avait effectué une série de gestes témoignant d'une volonté de «prendre en main» les relations avec le Québec sur le ton de la confrontation plutôt que de la collaboration.

Le renvoi devant la Cour suprême, la loi sur la clarté référendaire, les menaces de partition du Québec, la stratégie de visibilité avec le programme des commandites, l'accord sur l'union sociale, la création de fonds «dédiés» à des programmes particuliers, les programmes de subventions directes à des individus ou des organismes, tout témoigne, en effet, d'une volonté de reprendre en main le dossier des relations fédérales-provinciales et de l'unité nationale par le gouvernement central qui intervient sur plusieurs fronts à la fois.

Régler le déséquilibre fiscal

Au cours de la présente campagne électorale, Stephen Harper a souligné les réalisations de son gouvernement en matière de «fédéralisme d'ouverture» en indiquant qu'il avait rempli ses promesses, plus particulièrement à l'égard du Québec. Qu'en est-il exactement? En ce qui a trait au déséquilibre fiscal, il est vrai que le gouvernement conservateur, comme avaient commencé à le faire les deux gouvernements libéraux précédents, a augmenté ses transferts dans le domaine social, surtout en santé, mais en laissant pratiquement de côté l'éducation postsecondaire.

C'est pourquoi plusieurs groupes réclament le retour au niveau de 1994-95 (avant les compressions budgétaires) des transferts en éducation postsecondaire. Le rattrapage est donc énorme, c'est le moins que l'on puisse dire... Le gouvernement conservateur a également révisé la formule de péréquation qui est désormais basée sur la norme des dix provinces (au lieu de cinq comme c'était le cas auparavant) et de la moitié des revenus tirés des ressources non renouvelables. Le Québec et d'autres provinces étaient plutôt favorables à une mesure qui tiendrait compte de l'infirmité de ces revenus.

remement à l'égard du Québec. Qu'en est-il exactement? En ce qui a trait au déséquilibre fiscal, il est vrai que le gouvernement conservateur, comme avaient commencé à le faire les deux gouvernements libéraux précédents, a augmenté ses transferts dans le domaine social, surtout en santé, mais en laissant pratiquement de côté l'éducation postsecondaire.

Pouvoir de dépenser

Au total, les transferts fédéraux ont augmenté considérablement — par rapport aux compressions de 1995-96 —, mais pas suffisamment pour répondre aux besoins réels des provinces. Telle est d'ailleurs la position des trois partis politiques représentés à l'Assemblée nationale du Québec qui estiment que le déséquilibre fiscal n'est pas réglé. Le problème vient du fait que les coûts dans le domaine social, en particulier en santé, augmentent en proportion plus rapidement que les transferts fédéraux dans ce secteur. Ce qui se traduit par une ponction supplémentaire sur les finances provinciales.

Les conservateurs ont également promis de mieux encadrer le pouvoir fédéral de dépenser. Jusqu'à ce jour, les propositions du gouvernement conservateur ont été rejetées par le Québec puisqu'elles ne concernaient que les nouveaux programmes fédéraux à frais partagés dans les champs de compétence provinciale et qu'elles ne touchaient pas aux programmes «dédiés», c'est-à-dire consacrés à des sujets spécifiques pour une durée limitée par des interventions directes auprès des individus, des groupes ou même des gouvernements.

Tout ceci permet au fédéral d'établir des priorités pour les provinces, ce qui restreint d'autant leur autonomie. Les Accords du lac Meech et de Charlottetown contenaient des propositions visant à encadrer le pouvoir de dépenser. À l'époque, l'ex-premier ministre Trudeau les avaient vivement critiquées parce qu'elles limitaient trop la capacité d'action du gouvernement fédéral (dans des secteurs qui, rappelons-le, ne relèvent que de la compétence provinciale).

Un siège à l'UNESCO

Le gouvernement conservateur, conformément à

ses engagements, a accordé au Québec une place à l'UNESCO. Mais il s'agit, tout au plus, d'un straponin pour le Québec au sein de la délégation canadienne puisque celle-ci ne peut parler que d'une seule voix définie par les autorités canadiennes. Rien ne garantit que cette voix sera celle du Québec. Si les positions québécoise et canadienne coïncident, tant mieux. Si elles ne coïncident pas, tant pis: la position canadienne va prévaloir. En somme, le délégué du Québec exerce plutôt un rôle de lobbyiste au sein même de la délégation canadienne et auprès des autres délégations représentées dans cette organisation internationale.

Finalement, la Chambre des communes a adopté une motion indiquant que «les Québécoises et les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni». Il s'agit d'une reconnaissance purement symbolique qui n'entraîne aucun effet juridique contraignant, comme toute motion de la Chambre. Un enchaînement de cette motion dans la constitution canadienne aurait, par contre, un effet nettement plus important. Cette reconnaissance de la nation québécoise n'était nullement prévue dans le programme du Parti conservateur adopté à Montréal en 2005, et pour cause, puisqu'une telle proposition n'aurait pas pu obtenir l'aval d'une majorité de députés.

Ce n'était pas non plus un engagement de Stephen Harper lors de son discours de Québec en décembre 2005. Cette motion n'a été adoptée qu'à la suite d'un amendement soumis par les conservateurs avec l'appui des libéraux à une motion du Bloc québécois demandant la reconnaissance de la nation québécoise. Sans la motion du Bloc québécois, il est peu probable qu'une telle reconnaissance ait été inscrite à l'agenda politique du gouvernement conservateur.

Des limites atteintes

Le fédéralisme d'ouverture semble donc avoir déjà atteint ses limites: le déséquilibre fiscal est réglé selon les conservateurs, mais non pas pour le gouvernement et les partis politiques québécois; l'encadrement du pouvoir fédéral de dépenser se fait toujours attendre; le Québec n'a obtenu qu'un straponin pour lobbyiste à l'UNESCO et une reconnaissance purement symbolique — sans effets concrets — de la nation québécoise.

Fédéralisme d'ouverture ou fédéralisme bloqué? À l'heure actuelle, la voie constitutionnelle est certainement bloquée puisque personne ne veut toucher à la constitution sous le prétexte que «le fruit n'est pas mûr». S'il y a eu un certain déblocage sur le plan politique, il importe de préciser que les résultats demeurent encore assez limités. La porte de la maison québécoise n'est encore qu'entrebâillée. Il ne faut pas la fermer immédiatement et mettre la clé sous la porte.

QUESTIONS D'IMAGE

Une semaine et un jour



JEAN-JACQUES STRÉLISKI

C'est le temps qu'il nous reste pour nous choisir un chef. Et pour élire un Parlement conservateur — minoritaire ou majoritaire.

Winston Churchill affirmait qu'il n'y a pas de pire système que la démocratie avant d'ajouter aussitôt qu'il n'en existait pas non plus de meilleur. Je crois bien que l'intense période électorale que nous vivons actuellement aura su nous convaincre de l'exactitude de son propos. Tant, avant même qu'ils ne soient élus, nos futurs représentants et représentantes à la Chambre des communes nous auront fait effectuer d'allers-retours entre le pire et le meilleur. Ça promet!

Que d'images sordides, que de coups bas, que de médiocrité, que de cynisme! Bien peu d'espoir et de sourires. Presque pas d'avenir. Quel Canada demain pour les Canadiens? Voilà la question que se posent encore à huit jours du scrutin un très grand nombre d'électeurs. Des millions de gens qui ne se décideront sans doute qu'au tout dernier instant, seuls avec leur conscience, le crayon à la main, pour accomplir dans l'isolement un devoir, un droit chèrement acquis durant des siècles de luttes ancestrales: le droit de vote. Vont-ils au dernier moment laisser parler leur cœur ou leur raison? Voteront-ils contre quelqu'un ou pour un homme ou une femme aux idées porteuses et éclairées?

Il faut nous rendre à l'évidence. Nous aurons beau nous projeter et nous reprojetter, telles des photos de vacances, les innombrables images dont nous avons été bombardés, il nous sera bien difficile de choisir laquelle, d'entre toutes celles-ci, aura été assez puissante pour finalement nous influencer. Le Canada est un pays beaucoup trop grand et beaucoup trop complexe pour qu'aucun des candidats en lice ne puisse jamais à lui seul incarner les énormes différences linguistiques, culturelles, politiques ou spirituelles de sa population.

Pourtant, tous ces candidats y croient ou voudraient nous y faire croire. Il est vrai que, lors des débats de la semaine dernière, on aurait pu même penser que la chose fut possible. Le format nouveau de cette table ronde conviviale ne portait pas aux confrontations musclées. Tant mieux.

Certains, et en particulier les plus vieux intellectuels ou politiciens, ont vivement critiqué cette formule, trouvant que l'absence de combat prive les spectateurs d'un éventuel coup d'éclat ou d'un K.O. possible. Curieusement, en homme d'images, cela ne m'a pas choqué, cela ne m'a pas manqué. Au contraire. J'y ai vu de la sincérité, de la vraisemblance, mieux encore: de l'accessibilité.

Certes, la formule est à améliorer (d'autant que le nombre des participants est plus important), mais la tenue générale des échanges fut d'un excellent niveau. Comme beaucoup, je suis écœuré de cette partisanerie insupportable qui éloigne tant d'électeurs de la chose publique — comme si ces engueulades et ces dénigrements permanents, ces publicités négatives ne devaient constituer que l'unique langage de la politique.

C'est précisément cela qui empêche des millions de gens de comprendre les véritables enjeux du pays et les valeurs de chacun de ces chefs. Et c'est aussi cela qui éloigne les plus jeunes d'un environnement qu'ils jugent désuet, parce que non conforme à l'idéal de société qu'ils se forgent. Cette civilité inhabituelle nous a soudainement amenés à saisir l'évidence. De gauche ou de droite, utopistes ou réalistes, fédéralistes ou souverainistes, ils ont défendu chacun l'idée qu'ils se font du Canada, une idée qui leur est chère ou qui leur est étrangère — comme c'est le cas de Gilles Duceppe.

À cette table ronde, on a alors pu contempler le Canada dans toute sa réalité, dans toute son ambiguïté et ses divisions, mais également dans toute son unité. Bien entendu que ce ne fut pas le même débat en français qu'en anglais, et que les forts d'un jour furent les faibles du lendemain et réciproquement. Mais cela nous a permis de comprendre combien le problème linguistique était à ce point aigu dans ce pays. Tellement aigu qu'il nous priva des véritables débats auxquels on était en droit de s'attendre.

Stéphane Dion, qui donna sa meilleure performance lors de la rencontre de mercredi, ne fut que l'ombre de lui-même jeudi, emberlificoté dans un anglais scolaire qui le ramenait encore entre les seuls murs qui lui sont véritablement naturels: ceux des salles de classe. Il est évident que le prochain premier ministre du Canada devrait être parfaitement bilingue et, ironiquement, le plus bilingue de tous, c'est Gilles Duceppe!

Qui a gagné, qui a perdu? Journalistes et analystes, sondeurs, clans politiques — et c'est aussi cela la démocratie —, chacun y va de son commentaire. Et aussi de son influence. Alors, bonjour l'objectivité! Car avant même que chacun ou chacune d'entre nous n'ait eu le temps de se faire sa propre opinion, on a été bombardés de l'opinion des autres. Et, comme vous le savez, il y a des influenceurs beaucoup plus lourds que d'autres.

En fait, je pense bien que nous ne sommes guère avancés. Il est même plus difficile de se faire un point de vue maintenant qu'avant les débats. Alors, pourquoi changer? Pour cette raison, Stephen Harper risque fort de se retrouver minoritaire à quelques sièges de la majorité ou majoritaire, mais de très peu. Pour deux ou quatre ans. Puisque, après tout, une opinion de plus ou de moins ne fera pas de différence, voici la mienne: c'est cela l'enjeu de l'élection, car les conséquences ne seront, évidemment, pas les mêmes.

C'est à nous de choisir, il nous reste encore une semaine et un jour.

Jean-Jacques Stréliski est spécialiste en stratégie d'images.

Monsieur Trudeau, vous dites des sottises!

GÉRALD LAROSE

Président du Conseil de la souveraineté du Québec

ELSIE LEFÈVRE

Députée de Laurier-Dorion (PQ) de 2004 à 2007

Après avoir traité les unilingues de paresseux lors de son séjour en Alberta, on aurait pu croire que, dès son retour au Québec, Justin Trudeau se serait informé et amendé. Que non! Le candidat libéral dans Papineau persiste et signe en répondant «qu'une société qui ne promeut [sic] pas le bilinguisme fait preuve d'un petit peu de paresse». Alors que Justin Trudeau fait campagne au Québec, ce dernier a le devoir de clarifier sa pensée. De quelle société parle-t-il? Du Québec ou du Canada? Dites-nous, M. Trudeau, que vous manque-t-il pour que le Québec échappe à vos accusations méprisantes d'être une société «aux habitudes de facilité et de paresse»?

Le Québec est le territoire en Amérique du Nord qui compte la plus grande proportion de locuteurs bilingues (quatre fois plus que le Canada) et de locuteurs trilingues (sept fois plus que le Canada). C'est le seul territoire en Amérique du Nord qui compte des réseaux archicomplets d'institutions scolaires et d'éducation supérieure (de la prématernelle au post-doctoral universitaire) en français et en anglais.

Ces mêmes réseaux disposent depuis des lustres de programmes d'apprentissage d'une deuxième et d'une troisième langue. S'ajoute à cela l'original programme d'initiation aux langues d'origine (PILO) de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) destiné aux fils et aux filles de l'immigration qui veulent renouer avec leur héritage.

En réalité, votre difficulté ne serait-elle pas ailleurs? Au chapitre du bilinguisme et du trilinguisme des individus, le Québec est le champion toutes catégories. Ce qui vous chagrine ne serait-il pas que le Québec a fait le choix il y a plus de 30 ans, comme la France, l'Italie, l'Allemagne et bien d'autres pays, de rejeter le bilinguisme officiel pour afficher clairement son caractère francophone, lui qui ne constitue que 2 % de la population nord-américaine? Cette décision s'est d'ailleurs avérée efficace en regard de la protection et de la promotion de la langue française puisque c'est seulement au Québec que la spirale de l'assimilation a été cassée.

Partout ailleurs au Canada, elle s'est accélérée.



SOURCE JEAN-FRANÇOIS BÉLANGER

Justin Trudeau, le candidat libéral dans la circonscription de Papineau s'adresse à ses militants.

Mais, ce qui vous monte au nez ne serait-il pas de constater que le Québec a réussi à le faire seul contre tous et à le maintenir en dépit des coups fourrés de votre père (notamment la Constitution de 1982 que le Québec n'a jamais signée) et sa politique du multiculturalisme qui brouille radicalement les difficiles chemins de l'intégration des nouveaux arrivants? Le combat pour le français doit donc se poursuivre.

Et là-dessus, nous aimerions vous entendre. Êtes-vous d'accord, comme le Bloc québécois le propose, pour qu'au Québec la Charte de la langue française s'applique à tous les lieux de travail, y compris à ceux qui sont sous de compétence fédérale? Oui ou non? Êtes-vous d'accord pour que la loi sur le multiculturalisme du Canada, compte

tenu de ses effets corrosifs, ne s'applique pas au Québec? Oui ou non? Êtes-vous d'accord pour que les interventions en culture et en éducation relèvent strictement du Québec comme le premier ministre du Québec le demande et comme la constitution de votre pays le prévoit? Oui ou non?

Et outre vos bons sentiments, que proposez-vous pour la protection linguistique et culturelle des Canadiens français répartis sur votre territoire? Soyez honnête en reconnaissant que le Québec réussit mieux que tous en matière de bilinguisme et de trilinguisme des individus. Soyez sérieux en matière de propositions linguistiques et culturelles si vous voulez être crédible dans la protection du français au Canada. Mais avant, cessez de dire des sottises.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sport), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Groulx (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre); Information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter); Information culturelle : Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); Information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Reny (pupitre); Information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale, page des pages thématiques); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger (responsable du site Internet), Emille Folie-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciel (Québec), Monique Bhérier (Ottawa). PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Boilard, Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebai, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

AFGHANISTAN

SUITE DE LA PAGE 1

une menace stratégique et qui puisse être maîtrisée par l'armée afghane, a-t-il déclaré à l'hebdomadaire. Nous pourrions très bien quitter le pays en y laissant un faible, mais durable niveau d'insurrection en zone rurale.

L'opinion du général Carleton-Smith rejoint celle de nombre de diplomates et d'officiers de l'OTAN, qui prennent acte depuis quelque temps du fait que les talibans ne seront pas défaits par la force des armes et qu'il faut négocier avec eux. «Si les talibans étaient prêts à s'asseoir à une table pour parler d'une solution politique, alors cela serait précisément le type de progrès susceptible de mettre fin à ce type d'insurrection», a indiqué M. Carleton-Smith.

«Les talibans ne négocieront jamais avec les envahisseurs», lui a rapidement rétorqué un porte-parole du mouvement islamiste renversé en 2001 par les forces occidentales. «Nous avons dit par le passé, et nous le redisons une fois de plus, que les forces étrangères doivent se retirer sans aucune condition», a déclaré Qari Mohammad Yousof à l'Agence de presse afghane (AIP), basée au Pakistan.

Interrogé sur les propos du chef du contingent britannique, le ministre afghan de la Défense, Abdul Rahim Wardak, les a présentés comme «l'opinion personnelle d'un officier et s'en est dit «dégouté». Il faut que nous réussissions», a affirmé Wardak, en ajoutant que le succès dépendait de la stratégie des militaires britanniques déployés dans la province méridionale de Helmand. Quelque 8000 soldats britanniques sont déployés dans cette région pachoune et se heurtent un peu plus chaque jour à la résistance armée des talibans. Le président Hamid Karzaï a révélé, la semaine dernière, qu'il avait demandé à l'Arabie saoudite de jouer les médiateurs entre son régime et le chef des talibans, le mollah Omar.

Le gouvernement britannique avait nié samedi les allégations selon lesquelles il estime que la mission en Afghanistan est vouée à l'échec et que ce pays se porterait mieux s'il était gouverné par un dictateur acceptable.

Mercredi, l'hebdomadaire satirique français *Le Canard enchaîné* a publié des extraits d'une correspondance par câblegramme entre l'ambassadeur britannique à Kaboul, Sherard Cowper-Coles, et un représentant français.

Selon le journal, M. Cowper-Coles a affirmé qu'il serait mieux pour l'Afghanistan d'être gouverné par un dictateur acceptable et que l'opinion publique devrait être préparée à accepter une telle éventualité. L'ambassadeur aurait ajouté que la présence de troupes étrangères ajoutait aux problèmes de ce pays en aidant à consolider un gouvernement défaillant à Kaboul. *Le Canard enchaîné* cite également l'ambassadeur britannique disant que la stratégie américaine en Afghanistan était vouée à l'échec et que la présence des troupes étrangères faisait partie du problème, et non pas de la solution.

Vendredi, sur son site Internet, le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, David Miliband, a qualifié l'article du *Canard enchaîné* d'«embrouillé» et a assuré que son pays n'appuyait pas l'idée d'une dictature à Kaboul.

Pour sa part, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Eric Chevallier, n'a pas voulu confirmer l'existence de ce câblegramme. Il a cependant ajouté que les propos rapportés par *Le Canard enchaîné* ne correspondaient pas aux discussions que la France entretenait avec le Royaume-Uni à propos de l'Afghanistan.

Layton se réjouit

Pour le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), qui faisait campagne hier matin à Saint-Jean, à Terre-Neuve-et-Labrador, les propos de M. Carleton-Smith concordent avec la vision du NPD et des Canadiens qui souhaitent que les troupes canadiennes quittent l'Afghanistan.

Selon le chef néodémocrate, Jack Layton, les forces de la coalition et de l'OTAN en Afghanistan ne peuvent gagner cette guerre, telle qu'elle est menée présentement. Le temps presse d'envisager des pourparlers de paix pour mettre un terme aux actions des insurgés talibans. Il s'est dit «encouragé» par les mots du commandant britannique.

Le ministre de la Défense, Peter MacKay, a réitéré la position du gouvernement conservateur selon laquelle toute négociation avec les talibans devrait être dirigée par le gouvernement afghan. Le ministre, qui se trouvait, hier, également à Saint-Jean pour soutenir les conservateurs, a ajouté que M. Layton avait tort d'interpréter les remarques du haut gradé britannique comme un appui à la position néodémocrate. «La position de M. Layton est que nous devrions capituler complètement et nous asseoir avec les talibans pour leur parler, ce qui est impossible pour le gouvernement canadien», a soutenu M. MacKay. Il n'a pas dit s'il croyait qu'une victoire était impossible en Afghanistan. Mais il a ajouté avoir lu les commentaires du commandant Carleton-Smith avec «grand intérêt» parce que le militaire britannique appuie la position conservatrice voulant que c'est le gouvernement afghan qui doit mener toute discussion avec les talibans. Cependant, l'article du *Sunday Times* ne cite pas le brigadier tenant de tels propos.

La volonté de Jack Layton de mener des négociations de paix avec les talibans pour mettre un terme à la guerre en Afghanistan a été tournée en ridicule par les conservateurs, il y a deux ans. Le gouvernement Harper l'avait même surnommé «Taliban Jack».

Plus de 70 000 soldats étrangers sont aujourd'hui déployés en Afghanistan, où la violence atteint désormais un niveau inégalé depuis la chute du régime taliban.

MARTIN

SUITE DE LA PAGE 1

Ainsi, Paul Martin estime qu'une «des décisions les plus inexplicables» de Jean Chrétien aura été de changer le mode de financement des partis politiques, en limitant à 5000 \$ les sommes qu'un militant ou une entreprise peut verser à une formation. Pour le PLC qui était abonné aux généreux dons des banques (à coup de 100 000 \$), cela a fait mal. Une décision, écrit Paul Martin, «dont le but semble avoir été d'entraver la marche du Parti libéral».

M. Martin rappelle qu'aucune période de transition n'avait été prévue. Cela confèrait donc au parti de Stephen Harper un avantage certain, lui qui avait pris le pari du financement populaire dix ans plus tôt. Aujourd'hui, le Parti conservateur recueille près de quatre fois plus de dons que le PLC, ce qui lui a permis d'inonder le pays de publicités négatives à propos de Stéphane Dion avant le déclenchement des élections.

«Les effets débilissants de la loi sur le parti [libéral] furent graduels; ils ne furent pleinement ressentis qu'après que je me fus retiré et que j'eus été remplacé par Stéphane Dion. C'est lui, et je le dis avec regret, qui a le plus souffert d'une loi dont l'objectif premier était vraisemblablement de me nuire.»

Commandites

Un chapitre entier porte sur le fameux scandale des commandites ayant empoisonné son passage à la tête du pays. Pour Paul Martin, un constat s'impose: Jean Chrétien a voulu lui nuire en n'affrontant pas lui-même la tempête. «J'étais en colère contre Jean Chrétien, qui m'avait laissé cette bombe à retardement», écrit-il.

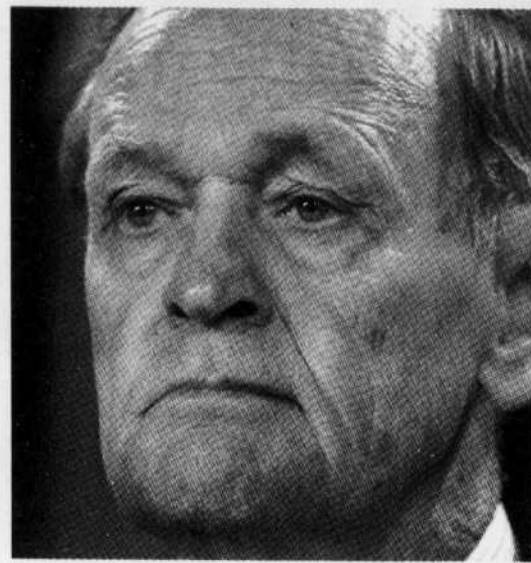
Il faut se rappeler que M. Chrétien avait prorogé la Chambre des communes en novembre 2003, même si son successeur ne devait entrer en fonctions qu'un mois plus tard. La vérificatrice générale n'avait donc pas pu déposer au Parlement son rapport si dévastateur. «En acceptant de recevoir le rapport à cette date, il aurait fait preuve de responsabilité et aurait protégé l'avenir de son parti», écrit avec amertume M. Martin à l'endroit de Jean Chrétien.

«Soit parce qu'il craignait que son héritage ne fût entaché par le scandale des commandites, soit en raison de son aigreur à mon égard — il est seul à pouvoir trancher cette question —, il fit en sorte de retarder la publication du rapport de la vérificatrice générale jusqu'à ce que j'aie pris sa place au 24, Sussex. L'ironie de la situation dans cette triste affaire est que, plus tard, Jean Chrétien et les gens de son entourage critiquèrent sévèrement la manière dont je m'étais occupé du rapport de la vérificatrice générale, alors que lui et ses collaborateurs avaient délibérément choisi de rejeter sur moi la responsabilité de réparer ce gâchis.»

Paul Martin ne regrette pas pour autant d'avoir entamé en «beau jour vert» sa tournée du Canada, pendant laquelle il disait aux gens partager leur colère, ni d'avoir demandé une commission d'enquête.

A ce chapitre, il note que son cabinet était divisé sur la question: «Seuls quelques ministres québécois préconisaient une enquête judiciaire, alors que ceux du reste du Canada étaient pour la plupart favorables à une telle enquête», écrit-il. À l'époque, M. Martin comptait huit ministres du Québec: Pierre Pettigrew, Lucienne Robillard, Irwin Cotler, Jacques Saada, Hélène Scherer, Liza Frulla, Denis Coderre et Denis Paradis.

Aux libéraux et autres analystes qui l'accusent d'avoir coulé sa formation politique, il répond ceci. «Comprenons-nous bien: ce sont les méfaits révélés d'abord par la vérificatrice générale, puis par la commission Gomery qui ont nuï au parti. La condamnation que j'en ai faite était juste au niveau du principe, et il se trouve qu'elle l'était également sur le plan politique. [...] Nous avons tout de même fini par perdre la bataille de la communication sur la question des commandites. Franchement, je ne sais pas si nous aurions pu la gagner.»



CHRIS WATTIE ARCHIVES REUTERS
Paul Martin estime que Jean Chrétien a mal interprété ses intentions.

La GRC responsable

Malgré tout ce scandale, Paul Martin n'est pas convaincu que ce sont les commandites qui aient entraîné sa chute aux élections de janvier 2006. Le responsable se trouve davantage du côté du commissaire Giuliano Zaccardelli, «encore respecté à l'époque», écrit-il.

Trois jours après Noël, en 2005, la GRC confirme qu'elle a ouvert une enquête à propos d'une possible fuite émanant du ministère des Finances de Ralph Goodale concernant la politique à venir sur les fiducies de revenus. «Le moment décisif de la campagne», selon M. Martin. Les politiciens seront plus tard blanchis. Seul un fonctionnaire avait tenté d'utiliser l'information pour son bénéfice personnel.

M. Martin rappelle que la GRC ne confirme jamais qu'elle mène ou non une enquête. En outre, le grand patron de la GRC avait modifié lui-même le communiqué de presse diffusé. «Dans mon esprit, il n'y a aucun doute que Zaccardelli a eu un comportement tout à fait déplacé. La seule question qui reste est de savoir si sa conduite s'explique par l'ineptie ou s'il s'agissait d'un acte malicieux prémédité. À mon avis, personne ne peut être inepte à ce point.» M. Martin ne s'explique le comportement de Zaccardelli que de deux façons. «Se vengeait-il de ma décision de déclencher l'enquête Arar? Cherchait-il à se faire bien voir des conservateurs?»

À propos de Maher Arar, justement, ce Canadien

expulsé vers les géolés syriennes par les États-Unis, Paul Martin explique avoir déclenché une commission d'enquête parce qu'il n'arrivait pas à obtenir des informations satisfaisantes des agences canadiennes de renseignements. «Tout était extrêmement embrouillé.»

Guerre intestine

De longs chapitres de cette autobiographie s'attachent à l'inimitié qui existait entre l'auteur et Jean Chrétien. Paul Martin dresse le portrait d'un homme — lui-même — dont les intentions ont souvent été mal interprétées par son rival. Les tentatives de renversement qu'on lui imputait n'étaient souvent, à son avis, que des maladroites. À un point tel que Paul Martin finit par laisser de lui une image d'un politicien naïf, dépourvu d'instinct et dépassé par la joute que lui faisait jouer son entourage.

Ainsi, il raconte que Dennis Dawson, un de ses collaborateurs aujourd'hui sénateur, avait publiquement dénoncé le renvoi à la Cour suprême au sujet de la clarté référendaire. Pourtant, M. Martin était d'accord avec la démarche (voir autre texte en page A 3). «Les proches de Chrétien y virent un acte de défi qui n'était pas sans rapport avec notre rivalité concernant la direction du parti. Ils se trompaient, mais on n'y pouvait rien», écrit-il.

Paul Martin confirme dans son livre qu'il a appris son expulsion du cabinet, le 2 juin 2002, à la radio. Jean Chrétien avait demandé à ses successeurs éventuels de cesser leur course larvée au leadership, à défaut de quoi ils perdraient leur siège au cabinet. «Vers la fin de l'après-midi, Sheila et moi reprîmes la route d'Ottawa. En conduisant, je mis la radio sur CBC pour écouter l'émission Cross Country Checkup. C'est alors que nous avons appris que John Manley était assermenté comme ministre des Finances. C'est ainsi que j'ai «été démissionné».

Notons enfin que l'incapacité légendaire de Paul Martin à trancher des questions rapidement et son obsession pour les consultations l'auront suivi jusque dans la rédaction de ses mémoires. Il raconte en prologue qu'il ne s'est pas contenté de prendre la plume. Il a consulté une quarantaine de personnes comme un historien l'aurait fait.

«A ma suggestion, écrit-il, Sean [Conway, le directeur du projet littéraire] a organisé une série de tables rondes avec plusieurs des personnalités politiques et des fonctionnaires qui ont joué un rôle important dans ma carrière. [...] Le plus souvent, je commençais les discussions en table ronde avec Sean et Paul [Adams, le rédacteur] en faisant le résumé des événements tels que je me les remémorais, puis j'invitais les gens présents autour de la table à me corriger, ce qu'ils s'empressaient de faire.»

Le Devoir

KANDAHAR

SUITE DE LA PAGE 1

nos troupes plus tôt, car nos soldats épuisés avaient besoin d'une «pause opérationnelle» pour récupérer et se recycler. De plus, il y avait des avantages logistiques à Kandahar en raison de sa proximité par rapport à Kaboul, ce qui nous permettait de tirer profit de la chaîne d'approvisionnement que nous avions déjà installée sur les lieux», écrit-il.

Bref, si retard il y a eu, ce n'est pas sa faute. «Il est possible, comme certains l'ont soutenu par la suite, que le projet d'intervention à Kandahar ait été retardé par des disputes entre les ministères de la Défense et des Affaires étrangères. Mais, lorsque le dossier arriva sur mon bureau, à la fin de l'hiver 2005, la décision fut sans détour et prise au bout de quelques semaines seulement.»

M. Martin estime d'ailleurs à ce chapitre que si la mission est devenue si dangereuse, et mortelle pour les troupes canadiennes, c'est parce que le nouveau gouvernement conservateur a voulu aller trop vite. Il a voulu «défricher» par les armes trop de territoire avant d'en avoir vraiment conquis «les cœurs et les esprits».

Paul Martin écrit dans ses mémoires que la mission en Afghanistan est également devenue plus dangereuse pour tout le monde à cause de la décision américaine d'envahir l'Irak. «Si le passage d'un régime taliban à un gouvernement élu par les Afghans fut décevant, ce doit être, en partie, parce que l'administration Bush s'est engagée dans une aventure plus large et plus douteuse en Irak, dont le lien avec les attentats du 11-Septembre a été

évoqué à de nombreuses reprises sans jamais recevoir d'explications appropriées.»

Paul Martin reproche aussi à l'équipe de Jean Chrétien de s'être trop engagée au sujet de la lutte contre les changements climatiques sans proposer de moyens pour y parvenir. «Jean Chrétien tenta de ratifier l'entente de Kyoto sans avoir aucun plan de mise en œuvre. [...] À la Chambre, je fus contraint de choisir entre le traité, que j'appuyais, et les promesses vides du gouvernement, qui me semblaient un tour de passe-passe. Je finis par décider que le principe était trop important pour que je lui refuse mon appui, même si je devais attendre d'avoir les rênes du pouvoir pour élaborer un plan à cet égard.»

Le Devoir

ÉCHAVÉ « Les intérêts des grandes nations passent avant la vie humaine »

SUITE DE LA PAGE 1

d'apporter mon aide là où les populations en ont le plus besoin et ainsi de mettre la personne humaine au-dessus de toute autre considération, explique le professeur à la faculté de médecine et des sciences de la santé de l'Université de Sherbrooke. J'ai embrassé la dimension internationale de notre profession pour vivre la médecine comme un désir d'humanité. Mon plus grand souhait est que l'on puisse conserver cette volonté de ne pas tolérer l'inhumain, de refuser la banalisation de l'injustice dans un monde placé sous le signe de la violence.»

Un désir d'aider doublé d'un parcours on ne peut plus riche. Né à Cuba, Vincent Echavé quitta l'île avec ses parents alors qu'elle est en pleine ébullition révolutionnaire. Il consacre alors plusieurs années à voyager pour parfaire sa formation en médecine, d'abord à Madrid, puis en Suisse, où il se spécialise en chirurgie générale et thoracique. Ensuite, direction le Québec, où il fait son internat rotatoire à Sherbrooke et sa résidence en chirurgie générale à l'Université McGill, puis à l'Université de Miami. Le Dr Echavé effectuera aussi des spécialisations en chirurgie vasculaire et œsophagienne.

Les missions «chirurgicales»

Ayant obtenu sa citoyenneté canadienne, le médecin s'établit à Sherbrooke à partir de 1979. Entre ses premiers pas en clinique et ses multiples spécialisations, Vincent Echavé ne tarde pas à s'intéresser à l'aide humanitaire: «Je me suis impliqué avec Médecins sans frontières en 1990.»

À partir de ce moment, il multiplie les «missions chirurgicales» un peu partout sur le globe, «dans des endroits où les situations tragiques, malheureusement, ne manquent pas». Des pays que plusieurs ne connaissent que par les bulletins d'information faisant état des conflits, des sinistres et de la misère humaine: Rwanda, Burundi, Éthiopie, Haïti, Bangladesh, Kosovo, Sierra Leone, Sri Lanka, Colombie, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Tchad et Darfour...

«La situation y est désastreuse parce que ces pays ne connaissent pas la paix, donc les services de santé sont dans un état déplorable. Les plateaux techniques n'exis-

tent pas, et on travaille avec des moyens de fortune. C'est triste, mais c'est une réalité.» Et toute cette détresse est le plus souvent provoquée par une poignée de dirigeants et de seigneurs de guerre. «Ces crises humanitaires suivent en général des crises politiques qui ont des conséquences comme l'effondrement total des soins de santé. Et là où il y a des conflits armés, il y a aussi un détournement des ressources financières vers la guerre. On perd le peu qui était destiné aux soins de santé. En Éthiopie, par exemple, on se retrouvait avec un hôpital où il n'y avait même pas un thermomètre qui fonctionnait.»

Le Dr Echavé se souvient d'avoir vu, en Sierra Leone, des hélicoptères décollant d'un aéroport privé et transportant des négociants étrangers venus brasser des affaires d'or grâce aux diamants dont regorge le sol de ce petit pays. Pendant ce temps, tout près, des Sierra-Léonais se faisaient couper des bras à coups de machette.

«Ces pays présentent, pour les chirurgiens, des défis énormes.» Parce que l'on manque de tout. «Les besoins sont immenses, les ressources limitées et les infrastructures désuètes. Je me souviens d'un enfant amené à l'hôpital, au Rwanda. J'ai réussi à faire une radiographie parce qu'il y avait encore, heureusement, un appareil qui fonctionnait. Et j'ai vu une épingle rouillée qui était coincée dans son nez depuis des semaines. J'ai pu la lui enlever, mais je n'en revenais pas de voir cela.»

Le sentiment d'impuissance

Le sentiment d'impuissance est aussi très présent. «Souvent, on parvient à sauver les patients, mais, parfois, on les perd. On fait le bon diagnostic, on les opère, puis, en période postopératoire, ils auraient besoin de soins intensifs, de respirateurs, etc. Mais là, il n'y a rien, donc on perd des gens que l'on sauverait ici.» Le même triste constat vaut pour des maladies jugées bénignes au Québec. «On sait par exemple que, dans le monde, environ 10 millions d'enfants meurent en bas âge chaque année. Ils souffrent de déshydratation, de gastro, d'infections respiratoires, de rougeole. Tout cela sur fond de malnutrition. Les enfants sont donc dans un état lamentable, avec un système immunitaire effondré. Ils meurent devant vous, et c'est une catastrophe.»

Le Dr Echavé garde d'ailleurs un souvenir plus qu'amer de ces cas. «Nous sommes confrontés à des défis, à des frustrations et à des douleurs énormes en pensant qu'ici on pourrait faire un bon travail. Et on se dit: comment est-ce possible qu'une telle situation existe?»

Médecins sans frontières s'est d'ailleurs donné le mandat de témoigner de ces situations, mais aussi de les dénoncer. Bref, sortir de leur torpeur quotidienne les populations qui vivent loin des crises humanitaires aiguës. «La parole peut être dangereuse, mais le silence tue, dit-il. Donc, on parle et on dénonce, malgré les risques pour nos envoyés. On a déjà eu des décès parmi nos membres, notamment dans le nord de l'Afghanistan.»

Les limites de l'humanitaire

Malgré toute la volonté des ONG, Vincent Echavé constate les limites de l'aide humanitaire, surtout si la communauté internationale continue de garder le silence. «Les intérêts des grandes nations passent avant la vie humaine, lâche-t-il. On en est encore à ce point de barbarie. On a peu évolué.» Il cite en exemple la timidité de plusieurs à s'ingérer dans les affaires d'un État. «Je pense que la souveraineté des États ne doit pas être au-dessus de la vie humaine, de la justice et de la dignité. Il y a des situations où la non-ingérence doit s'arrêter au moment où naît le risque de non-assistance.»

En 2005, l'ONU a effectivement admis l'existence d'une responsabilité de protéger les nations contre les génocides, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. «Pourtant, dans le cas du Darfour, il n'y a rien qui bouge. On est victime du Conseil de sécurité et du droit de veto de ses membres. Chacun défend ses intérêts. Cette fois-ci, c'est la Chine qui bloque tout parce qu'elle logne les réserves pétrolières du Soudan.»

Selon lui, il faudrait donc élargir le Conseil de sécurité, mais en y incluant «des pays neutres, qui n'ont pas d'intérêts comme ceux qu'on voit et qui ne sont pas d'anciennes puissances coloniales. On doit changer la structure de Nations unies, une entité complètement paralysée». Sans quoi, c'est le monde qui se condamne à l'«inaction totale».

Le Devoir

LE DEVOIR^{MD}
 www.ledavoir.com
 Les bureaux du Devoir sont situés
 au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,
 Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
 Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
 Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
 Au téléphone 514-985-3333
 Par télécopieur 514-985-3360
 Par courrier redaction@ledavoir.com

La publicité
 Au téléphone 514-985-3399
 Par télécopieur 514-985-3390
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres
 Au téléphone 514-985-3344
 Par télécopieur 514-985-3340
 Par courrier avisdev@ledavoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement
 Au téléphone 514-985-3322
 Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements
 Au téléphone 514-985-3355
 Du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
 Par télécopieur 514-985-5967
 Par courriel abonnements@ledavoir.com
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel
 Au téléphone 514-985-3346
 Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à occasion, mettre à la disposition d'organisations reconnues dans la cause, les produits ou les services produits par l'entreprise. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec H3A 3M9. Le Devoir Inc. est propriétaire de la marque Devoir, enregistrée auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean, Québec. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, une division de Corporation Sun Media, 500, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 9588. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007